7e Année, N° 119 - Juillet 1931 Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 5)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau -- Paris (10e)
(*Permanence de 5 à 7 tous les soirs*)
Téléphone : Botzaris 21-32

CONDITIONS D'ABONNEMENT
FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois........ 20 fr. Un an........ 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois........ 26 fr. Un an........ 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à PIERRE MONATTE, 54, rue du Château-d'Eau, à Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à M. BARAT, même adresse.

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

Au Congrès de la C. N. T.

Madrid, 20 juin.

Le Congrès de la C. N. T. a bien confirmé l'impression que j'avais eue dès le premier contact avec les syndicats espagnols de la base : force immense, toute en croissance, courage, ardeur, souvent même héroïsme, désir continuel de contrôler ses mandataires, méfiance perpétuelle contre le fonctionnarisme.

A côté de cela le tempérament l'emporte fréquemment sur le raisonnement ; d'où manque d'objectifs précis, de tactique cohérente et obstinément suivie; pas assez d'esprit de recherches pratiques; trop d'enivrement par de belles conceptions idéales.

Force immense, dis-je : le théâtre de l'ex-Princesa plein ; 432 délégués, représentant plus de 600.000 adhérents. De vrais délégués; ici, seule la représentation directe des syndicats est admise; les membres des Comités régionaux ou nationaux ne sont là qu'à titre d'information. Des délégués qui portent sur leur corps des traces de blessures faites par les balles des « pistoleros », qui ont traîné de prison en prison, pour qui, dans bien des cas, la porte du bagne ne s'est ouverte qu'il y a deux mois.

Il y a deux mois à peine la C. N. T. devait renouer péniblement la liaison entre quelques fières redoutes syndicales ayant résisté à toutes les dictatures; et maintenant 600.000 affiliés, de toute catégorie, des qualifiés et des manœuvres, des journaliers agricoles d'Andalousie et des métallurgistes de Catalogne, des intellectuels et des analphabètes, des ouvriers ayant des dizaines d'années de syndicalisme et des travailleurs poussés par l'attrait spontané de la grande vague de masse qui se lève.

Pas de platitude devant les militants les plus remarquables; devant celui qui vient d'être applaudi, devant celui pour qui ce serait grève dans tout le pays si on le touchait. Par contre, s'il dit ce que la masse croit être une erreur, de tous côtés le cri le plus brutal de « Calla-te! » (Tais-toi!) poussé avec l'ardeur que donne le soleil.

Tout le temps le souci de ne pas former de bureaucratie; le moins possible de permanents payés; les changer à tout prix après la fin de leur mandat. Souci juste en soi, mais parfois poussé jusqu'à l'exagération, jusqu'au détriment de la qualité du travail, jusqu'à la rudesse envers ceux qui se sont complètement usés à la tâche, jusqu'à la note comique parfois. Exemple : Le bureau du Congrès, qui s'appelle ici « Table de discussion », est gravement changé après chaque séance pour assurer l'impartialité dans la conduite des débats. Parisiens sceptiques, vous hausserez les épaules; mais moi, j'aime mieux ce luxe de précautions que la gravité pompeuse des présidents de congrès réformistes coupant avec tant d'élégance chaque tentative de discussion et obtenant le morne, mais régulier silence des Congrès syndicaux belges, par exemple.

Ah! ici, c'est autre chose! C'est l'excès en sens contraire; chaque délégué veut dire quelque chose; il arrive à se faire comprendre, ou sa langue s'embrouille, ou il part dans une dissertation; les motions d'ordre, les propositions préalables, les « incidentales » se croisent et fulgurent; c'est loin d'être toujours une qualité; la discussion bifurque, se ramifie, s'en va vers des aspects secondaires et personnels; le sujet principal est oublié et on n'y revient qu'après avoir usé bien du temps. Défaut grave et qui peut coûter cher. Mais défaut d'un organisme qui croît, qui grandit et qui vit.

Dans tout ce débordement de passions, l'homme flegmatique, froid et pondéré que je deviens, note toutes les initiatives concrètes, les conceptions diverses et opposées qui se dessinent et s'affirment sous les paroles.

DEUX GRANDES TENDANCES

Car il y a dans cette C. N. T. des tendances, à plus exactement parler, deux grandes tendances qui, jusqu'à maintenant, malgré toute l'âpreté des débats, s'ajustent, s'adaptent, se supportent et ne pensent pas à une scission.

L'une est la tendance anarcho-syndicaliste, pour laquelle l'anarchisme ouvrier est le syndicalisme révolutionnaire; elle ne veut rien entendre de groupes anarchistes d'affinité guidant, même idéologiquement, la C. N. T.; leur confiance dans les syndicats et dans les syndicats seuls est totale. C'est elle qui a la majorité dans le Congrès; elle compte dans ses rangs des militants de valeur, et d'abord Pestagna.

Je ne vois personne dans les milieux syndicaux de toute orientation qui puisse le valoir. Froid en apparence, économe de paroles; tout à la recherche des solutions pratiques; souple dans la bataille, faisant comme tout homme actif des erreurs et de grandes, mais toujours fidèle à sa conception précise, combative, haineuse (de la bonne haine), de la lutte des classes. Certains journalistes l'ont comparé à Lénine; il est bien mieux que Lénine parce que ouvrier, parce que ayant gardé les chèvres, parce que n'ayant pas moisi dans les bibliothèques du Musée britannique ou autre, parce que n'ayant pas coupé les cheveux en quatre, parce que étant resté pendant des mois et des mois en plein « pistolérisme » le rédacteur ponctuel de *Solidaridad Obrera* de Barcelone. Heureuse C. N. T. d'avoir avec elle à la pointe du combat un Pestagna!

Près de lui, d'autres moins marquants, mais forts aussi :

Peyro, l'ouvrier verrier qui, après avoir dans la journée fabriqué des bouteilles, le soir établit des conceptions, des idées pour la lutte syndicale et des conceptions qui tiennent rudement sur leurs pattes.

Arin, qui ne crie pas fort; mais qui, sous la dictature, courait de région en région pour maintenir le faible ligament auquel était suspendue la vie de la C.N.T. et qui maintenant, a un large sourire qui s'épanouit

parce que les locaux syndicaux grouillent de monde.

Près d'eux les milieux asturiens plus effacés, mais plus précis encore dans leur indépendance du syndicalisme.

Pourtant cette aile a son point faible, son défaut : c'est sa tactique de pourparlers avec les éléments bourgeois républicains et militaires à la veille du renversement de la dictature.

Les communistes mentent quand ils parlent de la soumission des Comités nationaux de la C. N. T. aux conspirateurs républicains; les anarchistes de stricte observance se trompent quand ils croient que ces Comités nationaux sont rongés par un réformisme de type nouveau.

Dans la tactique des pourparlers les Comités nationaux, mandatés d'ailleurs par des plenums clandestins de Confédérations régionales, et même par de nombreuses assemblées syndicales, ont toujours sauvegardé l'indépendance de la C. N. T.; ils étaient poussés par l'angoissant fardeau qu'était la dictature; ils espéraient obtenir des armes pour élargir le coup d'Etat en une révolution sociale; leur bonne foi, leur honnêteté révolutionnaire est hors de doute.

Mais ils se sont trompés et ont été roulés : pas d'armes pour les travailleurs malgré leur neutralité bienveillante au moment des tentatives de coup d'Etat, au moment de l'instauration de la République. A peine la liberté aux détenus et encore a-t-il fallu aller les chercher, revolver dans la poche ou au poing.

Les pourparlers furent une faute : le Congrès l'a dit par la voix de ses militants de la base; les militants les plus dévoués l'ont reconnu et ont promis d'éviter pour toujours cette route; leur loyauté est une garantie à laquelle se joint le contrôle vigilant des militants.

A côté de cette tendance, l'aile anarchiste. Minorité nombreuse; une centaine de délégués environ sont membres de la F. A. I. (Fédération Anarchiste Ibérique). Ces camarades voudraient au fond que la C. N. T. soit influencée par la F. A. I., par les groupes d'affinité; non pas la direction du P. C. imposant par le jeu des fractions ses représentants aux postes de direction; non, mais assez d'influence morale pour que le syndicalisme soit moins matériel, moins économique, songe plus à l'Homme, à l'Individu, à la Morale, à l'Ethique (ce sont eux qui mettent les majuscules) ; ceux qui, parmi eux, ont les idées les plus claires opposent à la conception d'une société nouvelle gérée par les syndicats l'idée d'une gestion faite par les communes libres fédérées; pour les uns, ces communes seraient des sortes de Soviets locaux, des municipalités libertaires; pour d'autres, ces communes apparaissent comme des groupements d'affinité mais reprenant en commun des usines, des champs, des ateliers; quant à savoir comment ils éviteraient le péril de la renaissance de l'Etat dans la Fédération des communes, ou comment ils solutionneraient les problèmes de la grande industrie ou des transports, là-dessus ils restent dans le vague ou crient : « Viva l'Anarquia! »

Leurs critiques sur la tactique des pourparlers ont un certain poids; malheureusement, ils ont dû exclure trois de leurs militants en vue pour avoir abusé de cette tactique; ce qui prouve à quel point l'angoisse de se débarrasser de la dictature, à tout prix, au besoin par n'importe quelle alliance, tenaillait les révolutionnaires de nuances diverses.

Le désir de la majorité du Congrès de maintenir son indépendance envers les groupes d'affinité anarchistes s'affirma dans le débat sur la priorité à donner au problème de la grève des mineurs asturiens ou à l'admission de la F. A. I. *à titre d'information seulement*. Ce fut la grève asturienne qui l'emporta. Par la suite, la F. A. I. fut admise avec la réserve ci-dessus énoncée; c'est là une preuve de l'importance de la minorité anarchiste; mais les débats, la résolution première et la réserve sur la qualité d'informateur, constituent une indication permettant d'affirmer que la C. N. T. saura sauvegarder son indépendance.

HAINE CONTRE LES COMMUNISTES

D'un autre côté, il régna dans le Congrès de la C. N. T. une haine implacable contre les communistes de toutes tendances : les staliniens du « Comité de la Reconstruction » comme les mauristes du « Bloc ouvrier et paysan »; (les trotskistes n'avaient pas de délégué). Aux staliniens, le congrès reproche leur tactique de scission dans la C. N. T. et la campagne injurieuse menée par les staliniens accusant les militants de la C. N. T. d'être des « pistoleros », des vendus à la police. A peine la présence du Comité de Reconstruction est-elle signalée au congrès qu'une tempête de cris s'élève, et ce secrétaire disparaît en vitesse. Les staliniens s'étaient vantés dans une déclaration faite au *Heraldo de Madrid*, journal républicain, d'arriver à affirmer dans le congrès leurs accusations journalières; en réalité, il n'y eut pas une seule intervention communiste. Pour montrer qu'ils étaient tout de même là, ils durent recourir à un autre procédé : profitant d'un moment de débats passionnés, ils jetèrent, des galeries réservées au public, des paquets de tracts; le public fit la chasse aux émissaires, des adolescents qui, en pleurant, supplièrent de les épargner, disant avoir été payés pour faire ce travail; après avoir reçu quelques gifles ils purent retourner chez eux. Deux délégués communistes des syndicats d'Oviédo, purent rester après avoir déclaré que tout en étant membres du P. C. ils n'appartenaient pas au Comité de Reconstruction.

Les mauristes ne furent pas plus heureux : Arlandis, délégué par un syndicat du Livre d'une petite ville de Catalogne, fut accusé d'avoir sollicité un poste de mandataire politique, d'avoir pris part à la campagne de diffamation contre la C. N. T. et de ne pas avoir un mandat direct de son syndicat. Il dut s'en aller sous les huées.

Il en fut de même pour un délégué de Barcelone, Pijon, qui lui aussi avait été candidat aux élections et qui, conformément aux statuts de la C. N. T., ne pouvait donc plus exercer aucune fonction ou délégation dans les syndicats. Le seul sympathisant au Bloc qui resta fut le délégué des Arts graphiques de Barcelone qui semble être respecté dans sa corporation pour la besogne syndicale qu'il fait; il ne fit d'ailleurs pas une seule intervention en faveur du Bloc.

Quant aux socialistes, il n'y en avait pas un seul, étant donné qu'ils adhèrent tous à l'Union Générale des Travailleurs.

LUTTE AVEC L'UNION GÉNÉRALE

La lutte entre organisations syndicales de tendances diverses a acquis ici une acuité extraordinaire; la solution préconisée en France par la Ligue Syndicaliste pour mettre fin à cette guerre fratricide, à savoir la fusion des C.G.T., serait excessivement difficile à appliquer ici. Pensez donc! Le secrétaire de l'Union Générale des Travailleurs, Largo Caballero, est en même temps ministre du Travail; il fait tout son possible pour obliger les ouvriers en cas de lutte à reconnaître l'U. G. T. au détriment de la C. N. T.; il s'efforce de liquider tous les conflits par l'intermédiaire de Comités paritaires mixtes. Les membres de l'U.G.T. brisent ouvertement les grèves déclanchées par la C. N. T. quand ils ne tirent pas des coups de feu sur les grévistes de cette centrale. Je n'ai pas senti jusqu'à présent l'existence d'une aile gauche dans l'U. G. T., ce qu'il y a en elle d'éléments révolutionnaires se détache par petits ou par gros morceaux et vient à la C. N. T. D'autre part, Carbo, un des membres du Comité national de la C. N. T. a déclaré officiellement au congrès de l'A. I. T. que les syndicalistes se refusent à appliquer la force pour faire adhérer tous les ouvriers à leur organisation. Le conflit du port de Barcelone qui semble contredire cette attitude est dû à des circonstances spéciales et ne constitue qu'un cas isolé; j'espère pouvoir vous le relater en détail par la suite. Comme vous voyez, le vent n'est pas à la fusion et vraiment, en une pareille situation, je ne saurais la recommander. L'unique point de contact est quelques conseils d'usine élus par tout le personnel, où membres de l'U. G. T. et de la C. N. T. siègent côte à côte.

L'agressivité de l'U. G. T. s'est particulièrement manifestée dans la dernière grève asturienne; celle-ci, en raison de son importance, fit l'objet d'un débat particulier au congrès.

Cette grève fut déclanchée pour arracher l'annulation du décret de la dictature supprimant la journée de 7 heures en souterrain; en même temps les mineurs d'Asturie exigeaient un relèvement des salaires.

La lutte fut menée par le Syndicat unique des Mineurs qui est nettement communisant et indépendant des deux C. G. T.; mais la Régionale syndicaliste d'Asturie soutint à fond les mineurs. Par contre, l'U. G. T. recommanda d'attendre la décision des Cortès constituantes. 70 % du personnel firent grève. C'est à ce moment que les réformistes firent circuler dans les villages miniers des groupes formés de 12 ou 15 personnes armées; la plupart étaient munies de revolvers du type militaire, impossibles à trouver dans le commerce et qui auront été sans doute remis grâce à une connivence avec le gouvernement. La plupart des maires sont socialistes et tolèrent la terreur exercée pour empêcher la grève par les « escopeteros » socialistes.

La Régionale syndicaliste répondit en recommandant de s'abstenir de tout conflit entre ouvriers, mais d'accentuer le sabotage des câbles électriques et autre matériel. Ce fut réalisé dans une large mesure, mais l'atmosphère demeurait chargée d'orage.

C'est pour cette raison que la Régionale Asturienne fit entendre au congrès la voix du Syndicat unique des Mineurs admis à titre consultatif; elle soutint également une proposition de ce syndicat demandant qu'une délégation de la C. N. T. se rende auprès du ministre du Travail pour exiger la convocation d'une Conférence nationale entre représentants des mineurs, des patrons miniers et des techniciens gouvernementaux pour discuter les revendications posées. Les syndicalistes des Asturies n'espéraient pas obtenir des résultats directs de cette conférence, mais ils croyaient qu'au cours des débats l'âpreté des patrons se serait affirmée crûment, réalisant dans une grève nouvelle l'unanimité des mineurs dans le mouvement. Le congrès appuya cette proposition; cela n'alla pas sans peine; nombre de délégués se demandaient si ce n'était pas là un abandon des moyens d'action directe. La majorité fut d'un autre avis; la délégation fut nommée et se présenta devant le ministre; Largo Caballero, après avoir ironisé sur le retour de la C. N. T. à la « normalidad », concéda la convocation de la conférence. Le travail reprit; la bataille entre mineurs syndicalistes et mineurs réformistes était évitée.

On se demandera pourquoi la C. N. T. n'a pas déclanché une grève générale pour aider les Asturiens, ou tout au moins donné l'ordre de refuser, de charger et de transporter le charbon des Asturies (comme cela fut envisagé un moment).

Il semble qu'elle n'a pas encore suffisamment avec elle les ouvriers des transports pour adopter une mesure de pareille envergure; d'autre part, la C. N. T. ne veut pas livrer en ce moment le combat décisif sentant qu'au cours des semaines et mois prochains bien des masses vont accourir renforcer ses rangs; tandis qu'aujourd'hui ces syndiqués hésitants pourraient encore suivre les mots d'ordre de la centrale à laquelle ils tiennent encore par un fil.

LE PROBLÈME DU MAROC

Une autre question très importante fut soulevée au congrès sans avoir été prévue à l'ordre du jour; il est malheureux que n'ayant pas été discutée dans les syndicats elle ait été retirée des débats après qu'on eut entendu deux interventions seulement. Il est vrai que l'une d'elles était de Pestagna.

Ce fut lui qui posa incidemment le problème marocain. Je n'ai pas retrouvé dans son discours les arguments entendus par Jean Pierre lors de sa conversation. Pestagna redoute que si le mot d'ordre d'abandon du Maroc espagnol devenait une réalité, ce pays soit immédiatement envahi par les Français ou les Italiens. Il pense que dans un cas comme dans l'autre, les Arabes auraient, au point de vue lutte des classes, une situation pire que celle qu'ils ont maintenant. Il ne voit pas de force arabe suffisante pour résister aux troupes françaises ou italiennes. Il recommande donc de revendiquer pour les Arabes l'égalité de droit avec les Espagnols et en premier lieu, le droit de coalition et de grève.

Sa thèse fut combattue par l'intervention d'un anarchiste clamant avec ardeur son attachement au droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes, et laissant de côté les considérations réalistes développées par Pestagna. Comme je l'ai déjà dit, le congrès ne prit pas position sur ce point.

LA QUESTION AGRAIRE

Par contre, il s'affirma dans le problème agraire. La priorité dans la discussion fut accordée aux délé-

gués des journaliers agricoles. Ceux-ci intervinrent avec beaucoup de brio pour l'expropriation des terres, mais sans préciser nettement ce qu'il fallait en faire; la plupart sur ce point s'affirmaient partisans du communisme libertaire. Mais il est important de constater que tous, et plus spécialement ceux d'Andalousie, disaient bien fort leur attachement au syndicalisme de la C. N. T. Ce sont des délégués paysans qui défendirent les premiers l'introduction des Fédérations d'Industrie et pour bien montrer qu'ils considéraient l'agriculture en ouvriers salariés et non en petits propriétaires, ils demandèrent à pouvoir constituer les premiers une fédération groupant les travailleurs de la terre. Leurs discours furent les plus grossiers, les plus rudes, mais aussi les plus sincères. Surtout un Andalou expliquant comment, face à la grève, les propriétaires plutôt que de céder amenaient le bétail dans le blé, tandis que les troupes, infanterie et artillerie, envahissaient la contrée. Le lendemain on pouvait lire dans les journaux bourgeois que des milliers d'hectares étaient en feu et que, pour ne pas exciter la population, les troupes avaient reculé. Le congrès décida d'imposer l'expropriation de tous les domaines dépassant 50 hectares en remettant terrains, bétail et matériel aux Syndicats des journaliers agricoles.

Peut-être, dans une autre lettre, parlant de l'organisation de la C. N. T., aurai-je l'occasion de montrer mieux en détail la valeur de la résolution acceptant l'introduction des Fédérations d'Industrie dans la structure des syndicats espagnols.

DEVANT LES CORTÈS

Le temps me manque et pourtant je voudrais vous dire encore quelques mots sur la décision du Congrès face aux Cortès.

La motion adoptée contient beaucoup de revendications qui sont du domaine simplement de la démocratie bourgeoise : augmentation considérable du nombre des écoles, gratuité des universités, liberté complète de la presse, suppression des dernières restrictions existant contre le droit de coalition et de grève, châtiment des responsables des crimes de la dictature ; il y a en plus une partie doctrinale affirmant la nécessité pour le syndicalisme de procéder à une œuvre concrète de gestion dans l'industrie arrachée au capitalisme ; mais cette argumentation n'est pas suivie des mesures pratiques à réaliser dans ce domaine. Il est possible que la poussée des masses sera plus forte que les délégués n'ont cru pouvoir dire et qu'ainsi la réalité sera plus forte que les résolutions.

Sous l'impulsion des anarchistes et d'une grande quantité de syndicalistes anarchistes, plus nettement antiparlementaires que les autres, et ne disposant pourtant que d'une minorité dans la Commission étudiant ce point, le texte primitif fut modifié et le Congrès de la C. N. T. décida aussi de développer face aux Cortès une campagne démontrant clairement à la classe ouvrière qu'elle n'a rien à espérer d'essentiel de ces Cortès.

Au point de vue revendications immédiates, le Congrès fixe comme jalon la conquête des six heures de travail par jour et d'un salaire minimum réel variant d'après les régions.

***

Conclusion : Il ressort du Congrès que la C. N. T. est une force immense ; il lui reste à préciser et à exécuter pratiquement ses mesures pour la possession de l'industrie.

Saura-t-elle apercevoir clairement quels sont les actes concrets à poser dans ce sens, où ils doivent être posés, quel doit être le caractère de ceux-ci, comment leur assurer une portée générale, quel est le moment exact de l'action ?

Comment faire pour saisir ce moment assez rapproché pour que la réaction bourgeoise n'ait pas le temps de regrouper ses forces, pour que l'enthousiasme ne s'épuise pas, pour que les partisans d'un Etat monopoliste aux mains d'une « intelligentsia » dominante ne profitent de l'absence de conceptions précises? D'autre part, ne pas brusquer l'action avant que nombre d'ouvriers suivant l'U. G. T. aient définitivement abandonné l'espoir d'une solution dans le cadre bourgeois. Voilà le point d'interrogation angoissant qu'on voit ici devant soi dans la réalité.

II

Les élections aux Cortès

Madrid, 2 juillet.

Il est assez pénible pour un syndicaliste révolutionnaire d'être obligé de s'occuper des élections; pourtant la réalité est là: les temps heureux où la classe ouvrière répondra aux comédiens électoraux en allant se promener à la campagne et prendre l'air, ne sont pas encore venus; force est donc d'essayer de dégager des élections des indications sur les variations d'opinion des diverses classes.

Madrid n'était pas très emballé par la lutte électorale; la presse espagnole a beau parler de la vague de papier inondant les rues et engluant les murs; la campagne électorale comme intensité d'agitation dans la capitale, n'avait rien de comparable au déluge d'imprimés galvaudés en pareille occasion en Belgique ou en Allemagne. Le soir, pas de groupes fiévreux attendant les résultats; un peu de foule devant le ministère de l'Intérieur; quelques vendeurs de brochures communistes qui plus tard sont dispersés par la garde de sécurité : nouveaux accrocs à l'innocence de la jeune République, si libérale en paroles, mais maculée journellement et régulièrement par le sang d'un ou plusieurs tués, tombant dans les conflits sociaux.

A la Maison du Peuple le bar est plein d'ouvriers qui attendent; mais les corridors sont occupés par de jeunes miliciens socialistes dévisageant d'un air rébarbatif ceux qui leur paraissent étrangers au local; on semble sur le qui-vive craignant l'intrusion de quelque hérétique de syndicaliste.

Toutefois, dans le reste de l'Espagne, les élections semblent avoir suscité plus d'intérêt. Les données chiffrées sur la participation de votants me manquent, mais en général la proportion des abstentions apparaît très restreinte. D'autre part, la journée est marquée par 13 morts tombés au cours de conflits et bagarres. Voilà une consultation qui coûte assez cher!

Les monarchistes n'ont pas osé s'affirmer ouvertement: ils se sont camouflés sous des étiquettes diverses; il est curieux de constater combien ces gens qui ont tout le temps à la bouche les paroles de fidélité et de dévouement au roi, se dégonflent rapidement quand celui-ci est renversé.

Le groupement de droite le plus actif est celui de l'Action Nationale. Il ne prononce pas un mot sur la royauté; par contre, nombre de ses affiches font appel aux ouvriers, leur promettant la prospérité et de bons salaires avec allocations familiales au cas où l'Ordre sera maintenu; par contre, leurs dessins montrent un poing énorme représentant l'Anarchie se dressant au-dessus de la nuque de malheureux prolétaires qui n'entendent pas l'appel de l'Action Nationale. En une nuit un groupe de copains avaient tracé partout, jusque sur les murs des commissariats de police, de grosses croix noires au goudron barrant les appels « au bon sens » des nationalistes. A cinq minutes de la Puerta del Sol, à 100 mètres d'un bureau de la Seguridad, une inscription en faveur de la monarchie tracée au minium fut dès le lendemain décapitée, transformée, et cria en fin de compte en plein centre de Madrid un « Viva la Anarquia! » qui ne manque pas de saveur dans le cadre des immeubles luxueux. Ces messieurs de l'Action Nationale endossent une veste de dimension; pas un seul siège de député à Madrid; deux seulement dans la vieille ville catholique de Tolède et cela pour toute l'Espagne. Le réactionnaire *El Debate* et le célèbre *A.B.C.* reconnaissent que les monarchistes ont été radicalement rayés par les élections.

Les affiches des ex-monarchistes libéraux, s'appelant maintenant « Liste d'appui à la République », popularisant la figure barbue de Sanchez Guerra et la face rusée d'Alvarez n'ont pas eu non plus la faveur de la « plèbe » madrilène; si les prolos de Madrid se sont amusés à déchirer en lambeaux ces images en papier, à Oviédo, par contre, le peuple essaya d'avoir la peau même de l'Alvarez; ce fut un socialiste qui annonça, au cours d'une réunion au théâtre où le royaliste masqué tentait de parler, que les dames feraient bien de se retirer parce qu'en face du bâtiment une foule n'attendait que le départ des « las señoras » pour régler le compte du monsieur. Là-dessus panique, cris, bagarres, assaut. L'Alvarez s'enfuit. Les coquins ont de la chance.

La foule reste antimonarchiste. Il suffit que dans un faubourg populeux de Madrid, à Vallecas, le bruit passe qu'un curé royaliste achète les votes au prix de dix pesetas pièce, pour que l'église où ce prêtre se réfugie soit entourée et envahie; la garde civile eut fort à faire pour le protéger, tout en l'arrêtant. Certes, ce n'est pas dans les provinces basques que des coups pareils se produiraient. Le nid noir autour de Pampelune reste bien le rempart auquel s'adossera peut-être un jour quelque Martinez Anido dans une guerre civile contre l'Espagne ouvrière.

Les grands triomphateurs de la journée furent les républicains lerrouxistes, alliés en nombre d'endroits avec les socialistes, et les socialistes eux-mêmes. Le triomphe des premiers est passablement artificiel; dans ce pays du « cacique », édition espagnole du koulak russe mais jouissant de l'appui officiel du gouvernement et agent électoral de celui-ci, il n'est pas étonnant qu'une liste gouvernementale réussisse.

Quant aux socialistes, leur succès correspond mieux à des illusions que nourrit encore une partie de la classe ouvrière espagnole. Les social-démocrates n'hésitent pas à pratiquer ouvertement le noyautage électoral de l'U.G.T. par l'intermédiaire de véritables fractions socialistes politiques camouflées sous l'étiquette de Groupes syndicaux. A la dernière minute, les républicains de Madrid avaient cru jouer un tour de cochon aux réformistes en fabriquant une liste dite de « pureté républicaine » dans laquelle ils avaient inclu des socialistes de droite sans leur demander d'ailleurs leur consentement. Cette manœuvre n'a pas réussi. Les socialistes seront environ 130 aux Cortès, formant le groupe le plus nombreux de cette Assemblée. Ainsi surgit la probabilité d'un gouvernement socialiste : expérience qui désintoxiquera peut-être ceux qui restent sincèrement attachés à l'U.G.T., ceux de la Jeunesse socialiste qui avec tant de dévouement, digne d'un but meilleur, se sont dépensés dans les rues de Madrid en agitation pour leur parti.

Que dira le prochain Congrès socialiste? Va-t-on pouvoir enfin mesurer la force des courants de gauche qui, dans les propositions préliminaires, ont été jusqu'à proposer l'amnistie aux déserteurs et la dissolution de la garde civile? Ou bien sera-ce le triomphe des Largo Caballero vivant encore sur la poussée anti-monarchiste qui subsiste dans le pays, symbolisant tout leur programme dans une affiche représentant un énorme ours rouge se dandinant sur une dalle tombale écrasant la malheureuse monarchie. Le prolétariat espagnol a beau être sentimental et passionné, il ne se contentera pas toujours d'images et de phrases.

Les communistes continuent à ne pas avoir grande prise sur lui. Le Bloc ouvrier et paysan a été la fraction la plus active. Il a tenu quelques meetings, intolérants et sectaires, comme toujours et partout; ses réunions furent assez bien suivies. Pourtant jusqu'à présent il ne semble pas avoir réuni assez de voix pour obtenir un seul siège.

Les staliniens qui se vantaient d'être si forts à Séville voient leur chef de premier rang Bullejos échouer tout aussi piteusement que le célèbre Adame, du Comité de Reconstruction.

Enfin, pour compléter le démembrement régnant dans ce mouvement, voici que surgit une quatrième tendance : les communistes présidentiels. Dans leur manifeste, qui dénote dans ses premières lignes une connaissance tout au moins littéraire des principes communistes, ils préconisent en même temps la création d'un fort pouvoir présidentiel analogue à celui qui existe en Amérique. Comprenne qui pourra! (Les trotskystes ne sont point apparus du tout au cours de cette lutte.)

La Fédération locale des Syndicats Uniques adhérente à la C.N.T. a sorti à la dernière minute un manifeste vigoureux présentant très nettement la position syndicaliste toute de combat et de résistance face aux Cortès; des mains dévouées l'ont affiché dans les rues bourgeoises du centre en manière de défi, et dans les faubourgs populeux pour la propagande.

Au cours des derniers jours, des tracts syndicalistes

antiparlementaires établis par les organisations de Grenade ont propagé ici le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Syndicats! »

Pourtant la propagande antiparlementaire de la C.N.T. et des groupes anarchistes a été nettement insuffisante. Pas de grandes affiches; pas de réunions; pas d'équipes allant faire la contradiction aux politiciens. Insuffisance due non pas à des calculs politiques mais à un manque de moyens et d'hommes employés au maximum dans le travail syndical proprement dit. Néanmoins la besogne de désintoxication antipolitique mérite plus d'attention, ne serait-ce qu'en raison des illusions qui subsistent encore chez beaucoup d'ouvriers syndicalistes envers les partis républicains, régionalistes, fédéraux.

Que ce soit le Parti régionaliste de Macia en Catalogne, le Parti autonomiste de Galicie, celui d'Andalousie, partout ces groupements promettent d'aller aux limites extrêmes du radicalisme bourgeois; la forme politique de l'Espagne nouvelle est pour eux une fédération d'Etats régionaux; ils préconisent la séparation immédiate de l'Eglise et de l'Etat; ils promettent aux paysans le partage des terres; ils ont de belles paroles pour les ouvriers au sujet du rôle de producteurs de ceux-ci. Ils flattent dans leurs discours la C.N.T. Certains de leurs militants les plus en vue sont même syndiqués à la C.N.T., comme Balboutin, de Madrid, ou Jimenez, de Barcelone. L'opinion publique espagnole se passionne en ce moment pour ou contre un des hommes de ce type : Franco.

Franco, l'homme de grand courage personnel, le héros du vol de l'Atlantique, le conspirateur contre la monarchie, a eu l'adresse de se présenter à la fois dans la Catalogne imbue d'esprit régionaliste et dans cette Andalousie où le problème paysan devient chaque jour plus brûlant. Franco ne s'est pas laissé acheter par sa nomination au poste de Directeur général de l'Aéronautique; candidat du Parti républicain fédéral, dans ses manifestes électoraux il a attaqué violemment le gouvernement actuel. Son programme avait belle apparence; l'homme qui le défendait jouissait d'un grand prestige. Le rusé Maura le comprit et il usa de tous les moyens pour contrecarrer les plans de Franco.

Il commença par interdire la propagande électorale par avion, craignant que son adversaire, faisant usage de ses capacités techniques, de ses amitiés dans le monde des aviateurs, de son poste de Directeur de l'Aéronautique, aille éparpiller dans les villages andalous ses manifestes enflammés. Interdiction unilatérale d'ailleurs : la droite républicaine put diffuser ses manifestes électoraux par avion jusqu'à Madrid même.

Ensuite un accident qualifié de « providentiel » paralysait l'activité de Franco quelques jours avant les élections : au cours d'un meeting électoral à Sora del Rio, qu'il fut forcé de donner dans un local désigné à l'avance, la tribune réservée au bureau et aux orateurs s'écroulait sous le poids d'une douzaine de personnes; la veille, ce même plancher n'avait pas cédé sous le fardeau d'une véritable grappe humaine. Les fidèles de Franco transportèrent leur chef, blessé, la jambe fracturée, à la base aérienne de la Tabelada.

Maura, sachant que son ennemi était cloué sur son lit de douleur, se sentit plus courageux. Il envoya à Séville le général Sanjurjo, chef suprême de la garde civile, pour organiser la prise de la Tabelada. Franco étant malade, l'âme de la résistance se trouvant brisée, le général Sanjurjo put mener à bien son héroïque opération militaire sans avoir à livrer de combat. Franco et ses amis furent arrêtés, ainsi qu'une centaine de soldats du service d'aviation qui s'étaient solidarisés avec eux. Entre temps Maura faisait répandre à travers la presse un communiqué annonçant la découverte d'un horrible complot tramé par Franco, les communistes et les syndicalistes. Tous ces gens avaient nourri les plus noirs desseins, Franco devait attaquer Séville par la voie des airs, tandis que par terre accourraient des hordes de paysans conduites par Valina, le docteur syndicaliste, militant actif de la C.N.T., très estimé des paysans andalous. Puis Séville une fois prise, Franco allait marcher sur Madrid. Heureusement, Maura veillait au salut de la République et avait découvert le complot à temps!

Le plus curieux de l'affaire c'est que, quelques jours après, ce sinistre conspirateur de Franco était libéré; il est vrai que les élections étaient passées; la candidature de Franco triomphait à Barcelone; mais en Andalousie, malgré le nombre considérable de votes émis en sa faveur dans les villages, il semble bien que Franco ne soit pas élu. Tout cela n'empêche que son prestige, même dans les milieux prolétariens, sort grandi à cause des persécutions subies. Pourtant, en dehors des motifs sentimentaux qui comptent énormément dans ce pays, au point de vue social le programme de Franco ne présente pas d'intérêt pour le prolétariat.

*
**

Mais laissons de côté ces aspects de la superstructure politique (comme disent les marxistes), pour revenir à la mêlée économique où s'affrontent directement les forces vives du pays.

Les foyers de la lutte se sont écartés provisoirement des deux capitales : Madrid et Barcelone, et se sont déplacés en province.

On a été à deux doigts de la proclamation à Orense de la République sociale galicienne. Le fait qui déclancha le conflit fut le retrait des crédits destinés à la construction du chemin de fer Zamora-Orense, motivé d'après le gouvernement par la nécessité de faire des économies. La bourgeoisie régionale rageait de voir arrêter l'établissement d'une voie de communication permettant d'activer la vie économique de cette contrée. Elle agita le spectre d'une démission collective de tous les conseillers communaux et celui de l'abstention totale aux élections aux Cortès.

Les ouvriers galiciens, de leur côté, voyaient livrer au chômage environ 12.000 travailleurs occupés sur les chantiers ou travaillant pour ceux-ci. Ils menacèrent de déclancher la grève générale.

Le gouvernement vient de céder en accordant à nouveau les crédits nécessaires. Toutefois le mécontentement vient d'éclater sur un autre point de cette région et pour de tout autres motifs. A la Corogne, à la suite d'un meeting anarcho-syndicaliste convoqué pour imposer l'expulsion des jésuites, les manifestants attaquèrent un couvent de capucins; malgré une vive fusillade de la garde civile faisant six blessés, les prolétaires réussirent à mettre le feu à l'édifice; l'endroit semble avoir été bien choisi, puisque pendant vingt minutes on entendit les explosions de cartouches mises en dépôt

par les moines; ainsi se trouve détruit un centre de la résistance cléricale militante.

Valence est encore actuellement paralysée par une grève générale qui dure depuis plusieurs jours. Le conflit fut déclanché par les boulangers; ceux-ci avaient abouti au cours de pourparlers à un accord avec les patrons concédant une augmentation de salaires. Mais au dernier moment quelques patrons firent machine en arrière, refusant d'appliquer l'accord conclu. Les ouvriers répondirent par la grève dans toute la branche.

Le gouverneur civil, tout en regrettant l'attitude des patrons, proclama la grève illégale, ordonna la détention du Comité des grévistes et la fermeture des locaux du Syndicat de l'Alimentation. Les autres corporations de la ville se mirent en grève par solidarité. Le Conseil municipal négocia et obtint la libération des détenus et la réouverture des locaux. La grève générale continue pour appuyer les revendications des boulangers.

A Malaga, grève générale également. A la suite des élections, qui s'étaient opérées dans une atmosphère de pression gouvernementale, la population manifesta en sifflant la garde civile. Celle-ci tira, tuant un ouvrier. En réponse, les ouvriers arrêtèrent la vie économique, exigeant que la garde civile soit retirée des rues. Pour la première fois depuis longtemps on voit les organisations de l'U.G.T. et de la C.N.T. faire grève ensemble. Les syndicats réformistes avaient estimé nécessaire de limiter le mouvement à 24 heures, mais dans la lutte ils furent amenés à la prolonger conformément au point de vue syndicaliste.

A Grenade, la grève générale a une valeur plus grande encore. Les maçons et leurs aides posèrent comme revendication la journée de 6 heures comme moyen de remettre au travail les chômeurs de leur industrie. Quelques jours après, le reste du prolétariat de cette ville accourait à la rescousse. Les patrons s'étaient montrés pleins de morgue au début. Mais à très bref délai, cédant devant la pression de 14.000 grévistes, ils offrirent la journée de 7 heures et une légère augmentation de salaire. Les ouvriers refusèrent et exigèrent l'instauration des six heures, permettant avec deux équipes de liquider le chômage.

La presse bourgeoise traita la revendication des six heures d'utopique, recommandant aux grévistes de Grenade de lire les appréciations de Staline sur l'efficacité du travail dans son discours sur le plan quinquennal; elle ne manqua pas non plus de rappeler qu'en Russie, grâce aux mesures d' « enthousiasme volontaire », la journée atteint fréquemment jusqu'à neuf heures.

Le gouverneur qualifia la grève d'illégale et ordonna la fermeture de la Maison du Peuple.

La lutte s'étend donc de plus en plus à travers toute l'Espagne. Cela se comprend. La campagne électorale pour les Cortès a montré qu'aucun parti politique ne parvient à présenter un programme réaliste permettant de sortir de l'impasse dans laquelle le pays est coincé au point de vue économique.

Alors, tout en payant encore un certain tribut aux préjugés politiques, le prolétariat est obligé de se retourner vers les moyens d'action et les organisations qu'il peut contrôler directement : la grève et les syndicats. Passer à l'offensive : C'est l'unique issue qui lui reste s'il ne veut pas accepter que les difficultés du problème économique soient ajournées pour un temps par une rationalisation capitaliste réalisée au détriment de la classe ouvrière espagnole.

L. NICOLAS.

Pages oubliées

Eloge de Ravachol

Les journaux du 3 juillet ont annoncé qu'à l'inauguration du monument Paul Adam, le général Weygand avait apporté à la mémoire du romancier un tribut spécial, l'hommage de l'armée française.

Comment n'apporterions-nous pas, à notre tour, notre tribut au Paul Adam d'il y a quarante ans.

Grâce à nous, cet « Eloge de Ravachol » publié dans les Entretiens politiques et littéraires *de juillet 1892, sera peut-être sauvé de l'oubli.*

En ce temps les miracles et les saints semblaient vouloir disparaître. On croyait facilement que les âmes contemporaines manquaient de l'esprit de sacrifice. Les martyrs du siècle furent surtout d'obscurs citoyens hallucinés par le tintamarre des mots politiques, puis mitraillés impitoyablement en 1830, en 1848, en 1871 au bénéfice de certaines situations parlementaires que se préparaient ainsi des avocats violents et sournois; et il y aurait même de l'imprudence à prétendre que nul vœu d'intérêt individuel n'engagea ces combattants malheureux à rechercher, eux-mêmes, les armes à la main, un profit électoral.

Les parades des Deux Chambres avec leurs scandales quotidiens, leurs syndicats de fabricants de sucre, de bouilleurs de cru, de vendeurs de bière, de faiseurs de vin, de courtiers en céréales et d'éleveurs de bestiaux nous révélèrent, à maintes reprises, les mobiles du suffrage universel. Il y eut Mary-Reynaud et Wilson, Méline et Morelli, le sénateur Le Guay... Aussi toutes ces batailles de la chaussée parisienne, toutes les histoires de la rue Transnonain ou de Satory finissent-elles par nous paraître de simples querelles de marchands âpres à la concurrence.

Nos âmes sans complexité se fussent probablement déplues à suivre encore les jeux brusques de ces marionnettes; et la politique eut été mise hors de notre préoccupation, si la légende du sacrifice, du don de la vie pour le bonheur humain n'eût subitement réapparu dans l'Epoque avec le martyre de Ravachol.

Quelles qu'aient pu être les invectives de la presse bourgeoise et la ténacité des magistrats à flétrir l'acte de la Victime, ils n'ont pas réussi à nous persuader de son mensonge. Après tant de débats judiciaires, de chroniques, et d'appels au meurtre légal, Ravachol reste bien le propagateur de la grande idée des religions anciennes qui préconisèrent la recherche de la mort individuelle pour le Bien du monde; l'abnégation de soi, de sa vie et de sa renommée pour l'exaltation des pauvres, des humbles. Il est définitivement le Rénovateur du Sacrifice Essentiel.

Avoir affirmé le droit à l'existence au risque de se laisser honnir par le troupeau des esclaves civiques et d'encourir l'ignominie de l'échafaud, avoir conçu comme une technique la suppression des inutiles afin de soutenir une idée de libération, avoir eu cette audace de concevoir, et ce dévouement d'accomplir, n'est-ce pas suffisant pour mériter le titre de Rédempteur?

De tous les actes de Ravachol, il en est un plus symbolique peut-être de lui-même. En ouvrant la sépulture de cette vieille et en allant chercher à tâtons sur les mains gluantes du cadavre le bijou capable d'épargner la faim, pour des mois, à une famille de misérables, il démontra la honte d'une société qui pare somptueusement ses charognes alors que, pour une année seule, 91.000 individus meurent d'inanition entre les frontières du riche pays de France, sans que nul y pense, hormis lui et nous.

Par cela même que sa tentative fut inutile, et que le cadavre se trouva dénué de parures, la signification de l'acte devient plus importante encore. Elle se dépouille de tout profit réel; elle prend l'allure abstraite d'une idée logique et déductive. De cette affirmation que rien ne doit être à qui n'a de besoin immédiat, il se prouve qu'à tout besoin une satisfaction doit répondre. C'est la formule même du Christ : *A chacun selon les besoins*, si merveilleusement traduite dans la parabole du père de famille qui paye au même prix les ouvriers entrés dans sa vigne à l'aube, ceux venus à midi et ceux embauchés au soir. Le travail ne mérite point salaire; mais le besoin réclame satiété. Vous ne devez point donner dans l'espoir d'une reconnaissance rémunératrice, ou d'un travail à vous utile, mais par unique amour du semblable, pour assouvir votre faim d'altruisme, votre soif du Bien et du Beau, votre passion de l'harmonie et du bonheur universel.

Si l'on reproche à Ravachol le meurtre de l'ermite, n'a-t-il pas, chaque jour, un argument à recueillir parmi les faits divers de la gazette? Est-il, en effet, plus coupable en cela que la société, elle qui laisse périr dans la solitude des mansardes des êtres aussi utilisables que l'élève des Beaux-Arts naguère trouvé mort à Paris, faute de pain. La société tue plus que les assassins : et quand l'homme acculé aux suprêmes misères arme son désespoir et frappe pour ne pas succomber, n'est-il pas le légitime défenseur d'une vie dont le chargèrent, en un instant de plaisir, des parents insoucieux ? Tant qu'il existera au monde des hommes pour lentement souffrir de la faim jusqu'à l'exténuation dernière, le vol et l'assassinat demeureront naturels. Nulle justice ne pourra logiquement s'opposer et punir à moins qu'elle se déclare loyalement et sans autre raison la Force écrasant la Faiblesse. Mais si une nouvelle force se lève devant la sienne, elle ne doit point flétrir l'adversaire. Il lui faut accepter le duel et ménager l'ennemi afin qu'aux jours de sa propre défaite, elle trouve dans la Nouvelle Force de la clémence.

Ravachol fut le champion de cette Force Nouvelle. Le premier il exposa la théorie de ses actes et la logique de ses crimes; et il n'est pas de déclamation publique capable de le convaincre d'errements ou de faute. Son acte est bien la conséquence de ses idées, et ses idées naissent de l'état de barbarie où végète l'humanité lamentable.

Autour de lui Ravachol a vu la Douleur, et il a exalté la Douleur des autres en offrant la sienne en holocauste. Sa charité, son désintéressement incontestables, la vigueur de ses actes, son courage devant l'irrémédiable mort le haussent jusque les splendeurs de la légende. En ce temps de cynisme et d'ironie, un Saint nous est né.

Son sang sera l'exemple où s'abreuveront de nouveaux courages et de nouveaux martyrs. La grande idée de l'Altruisme universel fleurira dans la flaque rouge si prochaine au pied de la guillotine.

Une mort féconde va s'accomplir. Un événement de l'histoire humaine va se marquer aux annales des peuples. Le meurtre légal de Ravachol ouvrira une Ere.

Et vous, artistes qui, d'un pinceau disert, contez sur la toile vos rêves mystiques, voilà offert le grand sujet de l'œuvre. Si vous avez compris votre époque, si vous avez reconnu et baisé le seuil de l'Avenir, il vous appartient de tracer en un pieux triptyque la vie du Saint, et son trépas. Car un temps sera où dans les temples de la Fraternité Réelle, on emboîtera votre vitrail à la place la plus belle, afin que la lumière du soleil passant dans l'auréole du martyr, éclaire la reconnaissance des hommes libres d'égoïsme sur la planète libre de propriété!

PAUL ADAM.

Parmi nos Lettres

Consigne de la C.G.T. ou pas consigne? Le camarade Jeannin, le secrétaire de l'U. D. du Doubs, m'a adressé la lettre suivante en réponse à un passage de mon dernier « Carnet » où il était mis en cause :

Non sans surprise j'ai lu, dans le dernier numéro de la R. P., une relation complètement fausse de la discussion qui eut lieu au Congrès de l'Union du Doubs, au sujet de l'Unité.

Notre camarade Vauthier, pour ne pas me faire une trop grosse peine, se serait vu dans l'obligation de retirer une motion d'unité! Ce qui te permet de conclure que pour qu'une telle opposition se manifeste, il fallait que la consigne donnée par les dirigeants confédéraux soit impérative.

La consigne? Cela peut exister dans une organisation caporalisée et à condition que certains acceptent de courber l'échine.

A la C. G. T. personnellement, je n'en ai jamais connu, et si nous avons des critiques à formuler en ce qui concerne notre centrale, ce n'est pas à ce sujet.

Nous vivons ici loin du soleil!!! mais aux prises avec les difficultés de chaque jour, et c'est en tenant compte de celles-ci que nous nous déterminons.

Au Congrès du Doubs, l'Unité a fait l'objet d'un long débat, car il nous semble que celle-ci, l'action en sa faveur, ce ne peut être le monopole de quelques-uns, d'un groupement particulier.

Mais la réalisation de l'Unité syndicale ne passe pas obligatoirement par la méthode préconisée par les 22 et ceux qui s'y sont ralliés.

Congrès commun? A une époque nous l'avons réclamé, défendu; mais aujourd'hui nous nous demandons ce que, pratiquement, il pourrait donner.

Certes, quand nous parlons de « rentrée à la C.G.T. » nous n'entendons nullement nous rallier à la simple méthode de la porte ouverte, au-dessus de laquelle on a pris le soin, auparavant, de placarder certaines formules que le nouveau venu doit s'engager à faire siennes avant de franchir cette porte et pénétrer dans la maison.

Cette rentrée, que nous désirons rapide, nous la voulons sans contrainte d'aucune sorte, avec la certitude pour ceux qui reviendront, et nous espérons qu'ils ne le feront pas individuellement, de pouvoir exprimer et défendre l'opinion qui leur plaît.

Cette conception est-elle celle des ennemis de l'Unité? Nous ne le pensons pas. Elle nous apparaît la plus pratique et permettant de refaire le plus rapidement ce minimum d'unité, sans lequel rien de sérieux ne sera réalisé.

Comme tu le vois, Vauthier pouvait parler d'unité sans me faire trop de peine.

Je ne répondrai à Jeannin que sur quelques points.

1° Mal informé? J'en doute. En tout cas, je l'ai été par Vauthier lui-même, et en ces termes :

Au Congrès départemental, j'ai soutenu la thèse des 22 sur l'Unité. Deux camarades des Métaux et un professeur d'Ecole normale ont parlé ensuite dans le même sens. L'ensemble du Congrès a vivement applaudi l'idée d'unité. J'aurais déposé une motion si Jeannin n'avait pas fait une sortie un peu véhémente contre ma tentative. Pour éviter le « chamaillis », j'ai accepté de différer ma proposition et de l'adresser plutôt aux syndicats qu'à l'U.D.

2° Pas de consigne du Bureau confédéral? Jeannin a-t-il oublié la circulaire reproduite dans la *R. P.* de janvier dernier? A qui fera-t-il croire que des consignes verbales n'ont pas renforcé cette consigne écrite?

3° Loin du soleil, aux prises avec les difficultés locales...? Les difficultés de recrutement et d'action dans le Doubs devraient au contraire inciter Jeannin à demeurer partisan de l'Unité. Comment espère-t-il ramener à l'organisation, dans le fief de Peugeot et de Japy, les bons militants qui s'en sont éloignés?

Je suis sûr que s'il regardait moins vers le soleil de la rue Lafayette et un peu plus vers la terre du Doubs, il s'apercevrait que la route de l'unité passe obligatoirement par le carrefour des 22. — P. M.

RÉPONSE A QUELQUES CRITIQUES

La Cause des Crises économiques

Le cours caractéristique de l'industrie moderne, la forme d'un cycle décennal, interrompu par des fluctuations plus ou moins accentuées, et composé de périodes d'une vitalité moyenne, de production compliquée d'excès, de crises et de stagnations, repose sur la formation continuelle, l'absorption plus ou moins grande et la reproduction de l'armée de réserve industrielle ou de la surpopulation.

Karl MARX.

Mon article sur la cause des crises (*R. P.* de mars 1931), a amené un assez grand nombre de critiques qu'on trouvera d'autre part.

Essayons d'y répondre, en donnant quelques précisions sur les points essentiels.

D'abord il est exact que ce que j'ai exposé dans cet article diffère sensiblement de la manière dont j'ai déjà eu l'occasion de traiter le sujet. Jusqu'ici, je m'étais contenté de décrire les phénomènes et leurs causes apparentes, mais cette manière de faire était insuffisante. C'est en essayant d'approfondir les points restés obscurs que je suis parvenu à la thèse que j'ai dernièrement exposée. Donc, inutile sur cela de s'appesantir ; je donne d'avance, sur ce point, cause gagnée à mes contradicteurs.

Arrivons au fond.

Crise autochtone et crise d'importation

Une chose qui a été particulièrement difficile à admettre est celle-ci :

La crise, la crise actuelle, a éclaté alors que dans les deux plus grands pays industriels européens, l'Allemagne et l'Angleterre, il y avait encore un nombre considérable de chômeurs (un million au moins pour chacun des deux) ; comment, dès lors, prétendre que c'est l'absence de chômeurs qui a déclanché la crise?

Remarquons d'abord que c'est là un trait tout à fait spécial à la crise actuelle.

Je ne crois pas, en effet, qu'il ait jamais été signalé au XIX[e] siècle qu'une crise ait éclaté alors qu'il y avait encore un grand nombre de chômeurs dans l'un quelconque des grands pays industriels.

La raison en est simple : au XIX[e] siècle, il n'existait pas de pays en état de décadence industrielle. Les seuls pays industriels étaient ceux où la grande industrie venait de naître. C'étaient eux qui étaient à la fois les dirigeants de l'économie capitaliste mondiale et ses seuls représentants. C'était quand l'utilisation de la main-d'œuvre était totale chez eux que la crise éclatait ; la question ne se posait pas de savoir si dans les autres pays il y avait alors encore des ouvriers inoccupés, puisque dans ces pays il n'y avait pas encore d'ouvriers (ou à peu près).

Il n'en est plus de même depuis l'entrée en scène de l'Amérique. Il y a maintenant plusieurs centres industriels indépendants; au moins deux : les Etats-Unis et l'Europe occidentale. Si l'un absorbe toute sa main-d'œuvre disponible, et que, par suite de ces résistances passives dont j'ai parlé, il ne peut pas employer la main-d'œuvre des autres pays, la crise éclatera chez lui, alors que dans les autres pays, il y aura encore des ouvriers disponibles.

La crise qui éclate ainsi dans le pays le plus avancé dans le cycle économique, restera-t-elle confinée à ce pays, ou s'étendra-t-elle aux autres pays? Tout dépendra du rôle joué par le pays en question dans l'économie mondiale, s'il y est en tête ou en queue.

C'est l'un des grands mérites de Marx d'avoir vu que certains éléments jouent, à une époque donnée, un rôle tout à fait déterminant, auquel est subordonné tout le restant de la vie sociale, et cela même si, quantitativement, ces éléments n'ont qu'une importance assez secondaire. C'est ainsi que pour Marx toute l'étude de la société actuelle se réduit à celle du capitalisme, de la lutte entre capitalistes et prolétaires, bien qu'il existe un grand nombre d'individus qui ne soient ni capitalistes ni prolétaires, parce que le capitalisme impose son rythme propre à l'ensemble de la société, du fait qu'il représente la grande industrie, et qu'à l'époque actuelle, la grande industrie est l'élément dominant de la production. Le capitalisme domine la technique dominante, donc il domine toute la société.

Il en est de même pour les différents pays entre eux. Le pays qui, à un moment donné, est le plus avancé sur la voie de la technique, celui dont le développement économique est, au moment considéré, le plus intense, joue vis-à-vis des autres pays capitalistes le même rôle que le capitalisme à l'égard des éléments non capitalistes : c'est lui qui porte le flambeau. Au lieu d'avoir un développement autonome, les autres pays capitalistes subissent simplement le contre-coup des développements du pays le plus développé.

C'est ce qui s'est produit pour la crise actuelle. Lorsque, aux Etats-Unis, pays actuellement dirigeant de l'économie capitaliste mondiale, la crise de surproduction a été mûre, la crise y a éclaté, et elle s'est répercutée, par voie de conséquence, dans les autres pays, bien que ces pays ne fussent point mûrs pour qu'une crise y éclate directement.

C'est un fait universellement reconnu, que l'actuelle crise européenne n'est que la conséquence de la crise américaine. On a pu suivre pas à pas, depuis octobre 29, date du début de la crise américaine, les progrès de la contagion. La crise actuelle en Europe n'est pas une crise autochtone, c'est une crise d'importation. Le fait qu'il y avait du chômage en Europe lors de l'éclatement de la crise ne contredit donc pas

ma thèse, mais la confirme au contraire : ce n'est pas où il y avait des chômeurs que la crise s'est déclanchée.

Chômeurs et armée de réserve industrielle

La seule question qui reste donc décisive est de savoir si, aux Etats-Unis, en 1929, le chômage existait; si les capitaux américains ne pouvaient plus s'employer d'une manière productive, parce qu'ils manquaient de l'élément qui seul permet au capital de s'employer productivement, le travail salarié.

Mais d'abord, qu'est-ce qu'il faut entendre par manque de main-d'œuvre? Quand peut-on dire qu'il n'y a plus de prolétaires disponibles ? Evidemment, ce n'est pas quand il n'y a plus un seul chômeur? Marx a très bien montré, dans un chapitre du *Capital*, que ces transformations techniques continuelles, qui sont la marque de notre époque, obligeaient le capitalisme à accroître instantanément et dans des proportions souvent considérables, le nombre d'ouvriers employés dans telles ou telles branches de production, alors qu'à d'autres moments, il doit, et sur une échelle non moins grande, diminuer le nombre d'ouvriers employés dans telles ou telles autres branches de production. Or, cela ne peut se faire qu'à la condition qu'il y ait constamment une « armée de réserve industrielle », un réservoir d'hommes où l'industrie capitaliste pourra s'approvisionner à tout moment, et où inversement elle rejettera ceux dont elle n'aura pas momentanément l'emploi. Dès lors, pour qu'il y ait manque de main-d'œuvre, il n'est pas besoin qu'il n'y ait plus de chômeurs, il faut seulement que leur nombre soit descendu à un niveau tel que l'armée de réserve ne soit plus assez nombreuse pour suffire à sa tâche.

C'est tout à fait le même phénomène que pour les stocks de marchandises. L'existence de stocks est une nécessité pour la production. Celle-ci ne peut se poursuivre que s'il existe une certaine quantité de marchandises toujours disponible. Ce n'est que quand les stocks dépassent cette quantité qu'on peut parler de surproduction. De même, ce n'est qu'au delà d'un certain stock de chômeurs, qu'on peut parler réellement de chômeurs, c'est-à-dire d'ouvriers qui sont disponibles, non seulement pour parer aux variations de la production mais pour l'accroître.

Quel est ce minimum au-dessous duquel le stock de chômeurs, l'armée de réserve industrielle, ne peut descendre en régime capitaliste, sans que la production ne puisse se maintenir? Bien entendu, il est à peu près impossible de le déterminer. Tout ce que nous pouvons faire, c'est vérifier si, lorsque la crise éclate, l'armée de réserve des chômeurs atteint son minimum. Il est évident que si, en 29, il avait existé autant ou plus de chômeurs aux Etats-Unis qu'au cours des années précédentes, toute la théorie que j'ai esquissée tombe d'elle-même. Mais si, au contraire, le nombre des chômeurs américains était, en 29, aux plus bas niveaux qu'on ait constatés depuis 1920, date de la crise précédente, on admettra bien qu'indiquer comme cause des crises, l' « absorption de l'armée de réserve industrielle », n'est pas en contradiction avec les faits

Malheureusement, je n'ai point de statistiques sur le chômage aux Etats-Unis. On sait qu'il n'y existe pas de statistiques officielles du nombre des chômeurs américains, ceux-ci ne recevant pas de secours. Un indice important du nombre total des chômeurs serait fourni par le nombre des ouvriers syndiqués en chômage, statistique qui, je crois, est régulièrement tenue par l'*American Federation of Labor*, mais je ne possède pas cette statistique et ne suis point sûr de pouvoir me la procurer.

Mais qu'on veuille bien réfléchir à ceci : entre 1927 et 1929, malgré les deux derniers mois de crise de cette dernière année, la production d'acier des Etats-Unis est passée de 45 millions de tonnes à 56 millions, soit donc une augmentation de tout près de 25 % en deux ans! Ce qui signifie que non seulement les usines productrices d'acier ont accru du quart leur production, mais que toutes les industries qui emploient de l'acier dans leur fabrication, à un titre quelconque, c'est-à-dire, en fait, presque toutes les industries, ont accru, elles aussi, du quart, leur production. Il est absolument inconcevable qu'un tel accroissement ait pu se produire, en un aussi bref délai, sans un accroissement considérable de la main-d'œuvre employée, car il est bien évident que la productivité de l'ouvrier, malgré toutes les « rationalisations », ne saurait être augmentée du quart en deux ans (1).

---

(1) Je mets en garde contre les statistiques, comme celles données dans la lettre du camarade Michaud, relatives aux variations de la productivité du travail. Ces statistiques pèchent toutes par la base, car elles tiennent compte de l'augmentation de productivité de l'ouvrier dans une industrie donnée, due à l'accroissement du machinisme dans cette industrie, mais elles oublient de compter les ouvriers qui ont fabriqué ce machinisme. Dans les mines de charbon, le nombre des mineurs, dit-on, a diminué de 100.000, parce que le rendement par travailleur a augmenté de 23 %. Oui, mais ce rendement n'a pu être augmenté que parce qu'a été augmenté le nombre de haveuses, de perforatrices, de locomotives, etc., pour la construction desquelles il a bien fallu de nouveaux travailleurs. Les mineurs ont été diminués de 100.000, mais de combien a été augmenté, de ce fait, le nombre des métallurgistes?

L'augmentation réelle de la productivité de l'ouvrier est un calcul extrêmement difficile, même dans les cas les plus simples. Par exemple, des ouvriers qui chargent des marchandises sur un bateau sont remplacés par une machine qui fait le même chargement dans le même temps avec seulement 10 hommes au lieu de 100. Est-ce que nous allons dire que la productivité de l'ouvrier a été augmentée dans le rapport de 10 à 100? Nullement! Car, avant l'emploi de la machine, il n'y avait à ne tenir compte que du travail effectué par les ouvriers employés au chargement. Mais, par contre, avec la machine, il faut tenir compte aussi, du travail fourni par les hommes qui ont extrait et transporté le charbon qui fait marcher la machine, le travail de ceux qui ont extrait et fabriqué l'huile qui sert à la graisser, une partie du temps des hommes qui l'ont construite, etc., ,etc... Ce n'est même pas tout. Parmi ces hommes, un certain nombre sont des ouvriers qualifiés, c'est-à-dire des ouvriers auxquels il a fallu de l'apprentissage; par suite, le nombre d'heures de travail qu'ils auront fourni pour la machine, devra être majoré d'un certain pourcentage représentant le temps employé à leur apprentissage.

On voit par ce simple exemple l'infinie difficulté de tels calculs, qui échappent entièrement aux possibilités de la statistique. Il ne faut pas demander à la statistique autre chose que des indications sur des choses très simples, telles que le nombre d'habitants, la production en tonnes de charbon ou de fer, les chiffres du commerce extérieur. Non point d'ailleurs que les données de la statistique en ces matières soient vraies; en règle générale, elles sont fausses, mais leur fausseté provient généralement d'erreurs systématiques qui s'éliminent, si on se contente de comparer entre eux les chiffres relatifs à plusieurs années. En dehors de ces cas, les données statistiques ne relèvent que de la haute fantaisie.

Pas de surproduction chronique

Enfin, un dernier point.

Il semble que pour certains camarades, ce que j'ai dit signifiait que la crise n'était pas une crise de surproduction. Je me suis bien mal exprimé si on a pu comprendre cela. Je ne nie nullement qu'il y ait surproduction; tout au contraire! C'est la surproduction qui est l'élément caractéristique de la crise. Mais ce dont il s'agit, c'est précisément de trouver la *cause* de cette surproduction. Celle-ci est un fait, mais un fait qu'il s'agit d'expliquer. Pourquoi, à un moment donné, y a-t-il surproduction? Ou, pour le moins, pourquoi à ce moment là et à ce moment là seulement, la surproduction apparaît-elle? Pendant dix ans, ou à peu près, pas de surproduction (1). Pendant dix ans, la production capitaliste continue son petit bonhomme de chemin, à travers, il est vrai, pas mal de secousses, mais des secousses limitées à un pays ou à une industrie; puis, tout d'un coup, au moment où jamais ça n'a marché aussi bien, où jamais la « prospérité » n'est apparue comme aussi grande et aussi générale, patatras! Rien ne va plus! La veille chacun se disputait, à prix d'or, les marchandises; le lendemain c'est l'offre qui surpasse, et considérablement, la demande; il y a surproduction!

C'est cela qu'il faut expliquer.

Il y a, il est vrai, une explication qui n'a pas besoin de faire intervenir autre chose que la surproduction, mais qui est en contradiction avec les faits. Cette explication consiste à supposer une surproduction chronique. Il y aurait constamment surproduction. D'après cette explication, qui est impliquée dans le raisonnement de beaucoup de nos camarades, dès qu'une crise aurait été liquidée, dès que les stocks provenant de la période d'avant cette crise auraient été épuisés, l'industrie capitaliste se mettrait à produire plus qu'il n'est consommé. Il y aurait ainsi, dès la seconde ou la troisième année, du nouveau cycle un stock de constitué; la seconde année un nouveau stock s'ajouterait au premier; et ainsi de suite, jusqu'à ce que le stock soit devenu si considérable que les gens soient effrayés et que la crise éclate.

Mais cette explication se heurte à ceci : la loi de l'offre et de la demande, quelque abus qu'on en ait fait, n'est pas une invention, c'est une réalité; si l'offre d'un produit augmente, la demande baisse, donc, les stocks augmentant au fur et à mesure que le cycle se poursuit, l'offre augmenterait, et par suite les prix devraient baisser. Or, c'est le contraire qu'on constate.

Durant les années qui précèdent la crise on ne décèle ni augmentation des stocks (sauf dans les tout derniers mois), ni baisse des prix. La production s'accroît bien, mais cet accroissement se poursuit sans augmentation des stocks, sans augmentation de l'offre par rapport à la demande.

Comment expliquer cela, sinon par le fait que la production accrue trouve un débouché accru dans l'augmentation même de la production? L'augmentation de la production trouve son débouché dans l'augmentation de la production, parce que, pour s'augmenter, celle-ci a besoin précisément d'une quantité supplémentaire de produits.

Et comment cela peut-il prendre fin, si ce n'est par l'arrêt de l'accroissement de la production.

Et qu'est-ce qui peut amener l'arrêt de l'accroissement de la production, si ce n'est que le réservoir du seul élément qui soit réellement indispensable à la production, le travailleur, se trouve épuisé. Plus de nouveaux producteurs, plus de nouvelle production; plus de nouvelle production, plus de débouchés pour ce qui a été produit.

La crise est un fait catastrophique, non un phénomène continu ; elle ne peut donc s'expliquer par une cause agissant continûment; elle ne peut s'expliquer que par un phénomène qui arrive brusquement à son terme, brusquement à sa limite, comme l'est l'épuisement d'un réservoir, comme l'est l'épuisement des chômeurs (1).

R. LOUZON.

(1) De surproduction générale bien entendu. Car, dans l'intervalle des crises, il se produit souvent des surproductions pour telles ou telles marchandises particulières, mais limitées à ces marchandises.

(1) Pour ne pas donner à cette réponse, déjà longue, des proportions exagérées, je me suis contenté de répondre aux critiques qui m'ont été faites, mais je n'ai point critiqué, à mon tour les théories qui m'ont été suggérées. Un mot cependant sur ce sujet. Je ne pense pas que l'augmentation de la productivité du travail joue un rôle dans les crises. Elle permet d'employer plus de capital avec moins de main-d'œuvre, c'est entendu, mais, en revanche, grâce à l'augmentation de la productivité, cette main-d'œuvre crée plus de plus-value, plus de nouveau capital. On a besoin de moins de prolétaires pour mettre en œuvre un même capital, mais on a davantage de capital à mettre en œuvre.

Quant à la baisse du taux du profit, j'oppose une question préjudicielle : qu'on me démontre cette loi. Il est évident qu'avec l'augmentation de la productivité du travail, le profit réalisé sur le capital employé à la fabrication d'un objet par un capitaliste isolé diminue, mais il n'en résulte nullement que le profit réalisé sur ce même capital en un temps donné, par un capitaliste isolé, diminue, et encore moins celui réalisé en un temps donné par l'ensemble des capitalistes.

TROIS CRITIQUES

I

Dans le numéro de la *R. P.* de janvier 1931, notre camarade R. Louzon écrivait que « C'est l'accumulation du capital qui engendre les crises... c'est à la croissance insuffisamment rapide du nombre de prolétaires, malgré toutes les prolétarisations, que sont dues, en dernière analyse, les crises économiques périodiques ».

Et Louzon nous promettait de revenir en détail sur cette question.

J'ai été très surpris de cette thèse et j'attendais avec impatience les explications de notre camarade. Celles-ci sont parues dans la *R. P.* du 5 mars 1931.

D'accord avec Robert Louzon quand il écrit qu' « à l'origine des crises est l'accumulation du capital... que les nouveaux moyens de production ne peuvent être mis en œuvre que par des bras humains ». Et Louzon ajoute « Pour que le capital nouvellement accumulé puisse fonctionner, en tant que capital, une seule condition est suffisante, mais elle est absolument nécessaire : c'est qu'il y ait de nouveaux prolétaires... dès lors, il arrive nécessairement que, faute de bras, les nouveaux capitaux ne vont plus pouvoir s'employer, ou, plus précisément, ne vont plus pouvoir s'employer d'une manière productive, parce qu'il ne se trouve plus de nouveaux prolétaires à exploiter : c'est ce qui détermine les crises ». (*R. P.* du 5 mars 1931.)

Donc, si nous suivions notre camarade, nous pen-

serions que la « crise de surproduction a pour cause une impossibilité de produire davantage; cette crise qui va amener le chômage est produite par un manque de main-d'œuvre », et pendant la période de prospérité, le capital cherche à rationaliser, « mais malgré cela, on manque de main-d'œuvre... il n'y a plus de chômeurs » et on ne trouve plus de prolétaires pour mettre en marche les nouveaux moyens de production.

J'ai essayé de comprendre la thèse de notre camarade et j'avoue n'y être pas parvenu. D'après Louzon, il y a surproduction, parce que le capital ne peut mettre en marche de nouveaux moyens de production, et il y a chômage parce qu'on manque de prolétaires. Ceci me paraît paradoxal et est infirmé par la réalité.

Si nous voyons la crise actuelle et que nous examinions les caractéristiques de ses débuts, en ce qui concerne ce point particulier, nous constatons que celle-ci ne peut avoir pour cause un manque de main-d'œuvre, et que pour permettre d'élargir la production, il n'est pas nécessaire « que le nombre des prolétaires s'accroisse aussi vite que celui des capitaux ». (*R. P.* du 5 mars 1931.)

En prenant quelques chiffres sur les Etats-Unis, on constate que, de 1919 à 1925, alors que la production a augmenté de 20 % et la production par ouvrier de 29 %, le nombre des ouvriers a diminué de 7 %. Ce qui fait pour cette période près de 2 millions d'hommes écartés de la production. (Varga : *L'économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*, page 31.)

Ces chiffres montrent qu'alors que la production suit un mouvement ascensionnel, le nombre des prolétaires mettant en œuvre les moyens de production suit un mouvement contraire et diminue d'une façon absolue, rejetant de la production un certain nombre de prolétaires qui ne trouvent plus à s'employer. (Cette diminution de la main-d'œuvre n'est pas toujours absolue, mais elle est, de toute façon, relative : à mesure que se développe le progrès technique un capital donné emploie une main-d'œuvre de moins en moins nombreuse.)

Voici encore quelques chiffres plus récents et qui confirment ceux cités par Varga.

D'après l'économiste H. N. Brailsford, l'indice de la main-d'œuvre aux Etats-Unis est passé de 100 en 1919 à 89 en 1928, tandis que la production montait de 100 à 132.

D'après M. H. B. Butler, directeur adjoint au B. I. T., le rendement par tête a augmenté de 1919 à 1929 de 45 % (toujours aux Etats-Unis) dans l'industrie manufacturière, pendant que le nombre de personnes occupées tombait de 9 millions à 8.100.000 (*Monde*, 14 février 1931).

« Dans les industries de transformation, les fabriques ont produit 42 % de plus en employant 546.000 salariés de moins; le trafic des chemins de fer s'est élevé de 7 % avec un personnel d'exploitation réduit de 243.000 travailleurs; dans les mines de charbon, le nombre des mineurs employés a diminué de 100.000, mais le rendement par travailleur a augmenté de 23 % (chiffres de l'A. F. L., reproduits par *La Journée Industrielle* des 9-10 novembre 1930). Ces chiffres valent pour la période 1919-1929 et pendant cette période la population recherchant du travail comme salariée a augmenté d'environ 7 millions.

Les chiffres ci-dessus nous prouvent que le capital n'a aucunement besoin que « le nombre des prolétaires s'accroisse aussi vite que celui des capitaux... à une allure de progression géométrique » (*R. P* du 5 mars 1931), mais encore, même en période d'essor, il élimine de la production une partie de plus en plus grande des prolétaires créant déjà un chômage chronique.

Et si nous continuons à nous occuper des Etats-Unis, nous savons que ce pays a depuis longtemps limité l'immigration des travailleurs étrangers et si le capitalisme manquait de bras — ce qui n'est pas le cas — le progrès technique et la rationalisation permettent toujours au capital de se tirer d'affaire en cas de pénurie de main-d'œuvre.

Mais alors, quelle est l'origine des crises? Naturellement, il y a une crise, et j'y reviendrai tout à l'heure.

Je suis d'accord avec Louzon que le capitalisme, poussé par la loi du profit, est obligé d'accumuler une partie de sa plus-value pour la transformer en capital nouveau.

Mais, nous dira Louzon, le capitalisme « ne trouve plus de main-d'œuvre pour utiliser... sous forme de moyens de production... sa part de plus-value qu'il ne consomme pas.

« Que va-t-il en faire? » (*R. P.* du 5 mars 1931.)

Et Louzon nous répond : « Il ne lui reste donc qu'un emploi possible, c'est de la transformer en stocks d'objets de consommation et de moyens de production... mais de moyens de production stérilisés, qui restent sans produire, puisqu'il n'y a personne pour les faire produire. »

Etant donné les chiffres cités plus haut, ce n'est pas le manque de main-d'œuvre qui détermine le stockage, et nous savons que le capitalisme ne produit pas pour produire, mais pour vendre et réaliser sa plus-value. J'ai démontré que le capitalisme américain n'a pas manqué de chair à travail, mais encore que, tout en accroissant sa production, en période de prospérité, il en élimine, n'attendant pas la dépression pour constituer son armée de réserve; et nous pouvons constater que si, en effet, le capitalisme constitue des stocks, c'est qu'alors intervient un autre facteur.

Quelle est donc, en dernière analyse, l'origine des crises?

Je suis d'autant plus surpris de la thèse citée plus haut que celle-ci me paraît singulièrement différente de celle que Louzon défendait dans le passé. Dans ses écrits antérieurs, il nous affirme — ce que je crois justifié — que les crises de surproduction sont dues à la restriction absolue ou relative des débouchés, et je pense que si, en effet, les capitalistes stockent les marchandises, c'est au moment où celles-ci ne trouvent plus de « consommateurs solvables ».

Dans la *R. P.* du 15 novembre 1929, Louzon écrit : « A condition d'avoir davantage de capital, d'avoir de quoi se procurer davantage de moyens de production, on peut accroître presque indéfiniment le nombre d'ouvriers qu'on exploite, et, par suite, accroître presque indéfiniment ses revenus. »

« Mais arrive le moment... où tous ces moyens de production qu'on a fabriqués en sont arrivés au point où il faut bien qu'ils fonctionnent pour l'objet final de toute production : la consommation, alors surgit tout à coup la révélation qu'il n'y a pas d'acheteurs pour tous ces objets de consommation, que ceux qui pourraient les acheter, les capitalistes, n'en ont pas besoin; car Rockefeller lui-même n'a pas deux estomacs, et que ceux qui en auraient besoin, les salariés, ne peuvent les acheter, parce que leurs salaires ne le leur permettent pas. C'est la surproduction, c'est la crise.

« Telle est la cause, la seule cause véritable des crises. » (*R. P.* du 15 novembre 1929, page 338.)

Et, dans sa brochure sur « La déchéance du capitalisme », nous lisons : « Ainsi donc, aussi bien dans son développement interne que dans son expansion territoriale, l'économie capitaliste est arrivée à une impasse. Le champ illimité qui s'ouvrait devant elle, il y a un siècle, s'est à peu près fermé. On en aper-

çoit maintenant les bornes. Il n'y aura pas indéfiniment des chemins de fer à construire et des territoires à coloniser. L'économie est appelée à se refermer sur elle-même, faute de débouchés. » (Page 11.)

Je suis d'accord avec notre camarade pour faire cette constatation; et il me semble voir une contradiction entre cette thèse, soutenue antérieurement, et celle défendue par Louzon, dans les numéros de la *R. P.* de janvier et mars 1931.

Et j'ajouterai, d'accord avec les dernières citations, que les capitalistes sont obligés d'accumuler toujours davantage, poussés par la loi du profit et de la nécessité de la concurrence. Et ils ne peuvent le faire que tant que leur production trouvera acheteur sur le marché, que leurs produits trouveront des débouchés, et comme ceux-ci ne croissent pas aussi rapidement que la production, alors intervient la cassure. C'est cette contradiction qui est à l'origine des crises.

René MICHAUD.

II

Je suppose que plus d'un lecteur de la *R. P.* a dû être sidéré en lisant, dans le dernier numéro, l'article de Louzon. Il est quelquefois amusant de manier le paradoxe, mais quand il s'agit d'un article de documentation dans une revue qui a — non sans raison — quelque prétention au sérieux, il faudrait peut-être tremper sept fois sa plume dans l'encrier avant de commencer à pondre.

Que penseront les chômeurs qui prendront connaissance de l'article de Louzon? Que sa théorie ne se vérifie guère : en effet, si les crises naissaient d'une absence de prolétaires à exploiter, elles porteraient en elles leur remède prompt et efficace : à peine nées, elles trouveraient leur solution, puisqu'il y aurait aussitôt de nouveaux prolétaires à qui tirer de la plus-value.

Il faut réfléchir encore à ceci : aux plus beaux temps de la prospérité, aux Etats-Unis, il y avait des chômeurs, et en nombre tel qu'il n'était pas permis de parler d'une mauvaise adaptation du nombre des ouvriers de chaque profession de l'industrie correspondante.

Si la théorie de Louzon était juste, tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes : les crises, survenant à point nommé, régulariseraient merveilleusement, autant de fois qu'il le faudrait, le cours de la production capitaliste. Le régime qui disposerait de cette belle soupape de sûreté serait éternel et ne craindrait pas la chute.

Il est plus conforme à la vérité, je crois, et en dépit des augures bourgeois qui inventent toutes sortes de raisons à la crise actuelle, d'en revenir à la bonne vieille explication que rien n'a encore démoli. Les crises sont des crises de surproduction; elles proviennent du manque de débouchés nouveaux; elles ne disparaissent que pour autant que les stocks sont épuisés, d'une part (et en ceci Louzon a raison), et que des débouchés nouveaux s'ouvrent, d'autre part. Il y a peut-être des causes secondaires, ou plutôt corollaires, qui les aggravent, les précipitent ou les retardent, mais il faut se garder, comme certains économistes bourgeois, de les confondre avec les seules causes réelles.

J'espère que la *R. P.* publiera quelque autre article exposant une thèse moins douteuse que celle de Louzon.

SOUZY.

III

Dans son article, le camarade Louzon fait un exposé remarquable des différentes phases d'une crise économique. Mais il aboutit à une conclusion qui déconcerte au premier abord, parce qu'elle semble en contradiction avec l'expérience de la crise actuelle : il attribue, en effet, les crises économiques uniquement à l'absence de la main-d'œuvre nécessaire pour mettre en œuvre les moyens de production, accumulés pendant la période de grande activité économique qui précède la crise.

Or, pendant la période antérieure à la crise présente, le chômage existait en Angleterre et en Allemagne, pays rapidement touchés par la crise éclatée aux Etats-Unis. (En ce qui concerne l'Angleterre, le chômage n'a jamais complètement disparu depuis 1901, où il s'étendait à 2,5 % de la population ouvrière; ce nombre était de 2,1 % en 1913, il est monté à 15,4 % en 1922 et se maintient aux environs de 11 % depuis 1926 (1). Par contre, la France, qui n'avait pas de chômage avant la crise et qui regorge de capitaux, n'a été ébranlée qu'en dernier lieu et se trouve moins gravement atteinte que ses voisines.

Ces faits contredisent les conclusions de Louzon. C'est que notre camarade ne tient pas compte de l'augmentation de la productivité du travail. Tous les nouveaux moyens de production ne nécessitent pas une main-d'œuvre supplémentaire pour être utilisés; il en est, au contraire, qui libèrent de la main-d'œuvre. On connaît, par exemple, le spectacle qu'offrent encore nos ports coloniaux : de noires files d'indigènes, le couffin sur l'épaule, embarquent et débarquent des tas énormes de charbon. Qué soit installé un transbordeur mécanique, mû par quelques ouvriers, et cette main-d'œuvre devient inemployée. De même dans la construction, les manœuvres, qui grimpaient les matériaux le long des échelles, sont remplacés par des monte-charges, les terrassiers le sont par des pelles à vapeur, les maçons par des goulottes à béton, etc. Cette augmentation de la productivité, ainsi que l'accumulation du capital, tendent à faire baisser le taux du profit. En effet, le même nombre d'ouvriers met en œuvre une quantité plus importante de moyens de production. Si l'on admet que le taux d'exploitation ne varie pas, la plus-value créée par ces ouvriers est la même pour un capital plus important; le taux du profit, qui est la plus-value rapportée à l'unité du capital, diminue donc.

Le moteur de la production capitaliste est le profit; lorsque le taux du profit diminue, la concurrence entre les capitaux s'exacerbe, l'activité du capital redouble; chaque capitaliste s'efforce d'obtenir un profit exceptionnel en employant des procédés perfectionnés; cette poursuite du profit exceptionnel favorise l'éclosion des entreprises douteuses, pousse à la spéculation. Pour rétablir l'équilibre, il faut immobiliser ou même détruire une partie du capital. C'est la crise, avec ralentissement de la production et chômage.

En prenant avec Marx, comme raison profonde des crises économiques la baisse du taux du profit, engendrée par l'augmentation de la productivité du travail, on reste bien sur le plan de la production, sans passer sur celui de l'échange. Cette explication englobe d'ailleurs le cas, prévu par Louzon, où il y a surproduction absolue de capital, c'est-à-dire où fait défaut la main-d'œuvre supplémentaire pour mettre en œuvre les nouveaux moyens de production; mais elle comprend aussi le cas où s'établit une disproportion entre les moyens de production et la main-d'œuvre qui les met en marche, sans que pour cela toute la main-d'œuvre soit employée.

On voit, d'autre part, que la rationalisation, loin de pouvoir pallier aux crises, est un des facteurs essentiels qui les provoquent.

Jean LEUNOIS.

---

(1) *Journal des Economistes* du 15 janvier 1931 : « Le chômage en Angleterre ».

L'INVENTAIRE SYNDICAL (1)

La Saône-et-Loire industrielle et syndicale

La Saône-et-Loire est un département à la fois agricole et industriel.

La région industrielle principale longe le canal du Centre. Ce canal passe à Montceau-les-Mines et dans la région minière qui s'étend de Blanzy jusqu'à Ciry-le-Noble. Il laisse à 10 km. environ Le Creusot et son enfer; mais passe à Montchanin. Il dessert de Chagny à Digoin des carrières, des tuileries importantes (Saint-Léger-sur-Dheune, Perreuil, Montchanin); des poteries, des faïenceries dont les plus notables sont à Digoin. Gueugnon est à l'écart, — desservi par une ligne départementale — ainsi qu'Epinac-les-Mines, près du Morvan, les mines de schistes de Saint-Léger-du-Bois et Dracy-Saint-Loup (région d'Autun) et Autun, centre de travail sur bois.

Chalon, desservi par la Saône et point d'aboutissement du canal du Centre, est commerçant et industriel; c'est un centre de ressource avec ses usines métallurgiques, sa sucrerie, sa raffinerie de pétrole, ses casquetteries, tissages et maisons de confection; une usine thermique importante s'y installe.

Tournus a son usine d'aluminium dite « La Casserole ».

Enfin des nœuds importants de chemin de fer sont à Paray, Chagny, Chalon, Mâcon.

Dans le sud, plus proches des centres de la Loire et du Rhône sont les petites mines de la région de Dun et le textile de Chauffailles et environs.

Les 580 communes de la Saône-et-Loire nécessitent, d'autre part, environ deux mille instituteurs et institutrices, un nombre important de postiers, d'agents des contributions indirectes, d'agents d'entretien des routes.

TERRIBLE ANEMIE SYNDICALE

C'est dire que ce département devrait compter un nombre important de syndiqués.

Quatre à cinq mille métallurgistes au Creusot; deux à deux mille cinq cents à Châlon; quelques centaines à Gueugnon et Tournus;

Cinq à six mille mineurs;

Des verriers;

Plusieurs centaines de carriers, tuiliers, potiers, faïenciers;

Un nombre important d'ouvrières du vêtement;

Des milliers de cheminots, de fonctionnaires divers;

Ce nombre de travailleurs laisse espérer une force syndicale sérieuse.

En fait voici :

Les services publics — cheminots, postiers, agents des contributions indirectes, instituteurs — groupent certainement, en syndicats divers : C.G.T.U., C.G.T., autonomes, la moitié des travailleurs de leur corporation;

Les mineurs avaient deux importants syndicats : celui de Montceau comptait un grand nombre de cotisants; celui d'Epinac quelques centaines.

La scission a démoli le syndicat de Montceau : une assemblée générale avait opté pour la C.G.T.U.; mais la C.G.T. mit sur pied un syndicat, faible d'abord. L'intrusion de la politique au syndicat unitaire en a réduit peu à peu la force; il n'est plus qu'une ombre.

Et l'autre n'est guère plus vivant.

Celui d'Epinac avait opté pour la C.G.T.; mais un noyau voulut se rattacher à la C.G.T.U.; là aussi s'est installée la division.

Les métallurgistes sont ce qu'ils ont toujours été, sauf pendant quelques périodes de crise : syndiqués en nombre infime et leurs syndicats des ombres de syndicats si on les compare à la masse ouvrière; sont-ils bien trois ou quatre cents syndiqués en tout, répartis en trois centres?

Cette situation de la métallurgie est une des plus inexplicables, surtout à Chalon où la force patronale enserre l'ouvrier moins qu'ailleurs. Du Creusot, on ne parle pas : l'usine y pèse d'un poids terrible, tant par l'apathie ouvrière que par l'habileté patronale (organisation du mouchardage jointe à l'appât des situations à l'usine) Gueugnon — autre Creusot par la mentalité — est mort à l'organisation syndicale : Tournus, presque inexistant.

Les verriers sont, relativement, mieux groupés; ils l'ont été sérieusement, surtout dans le verre noir, à une époque assez récente.

Les potiers et faïenciers de Digoin avaient, il y a peu d'années, des syndicats actifs qui paraissent assoupis.

Les tuiliers, après des essais plus ou moins réussis, sont retombés à l'apathie.

Les carriers sont organisés en petit nombre, le textile aussi.

Enfin les ouvriers et ouvrières du vêtement, si nombreux, sont dépourvus de toute organisation syndicale. Il serait intéressant de savoir si l'active Confrérie de Saint-Pierre, à Châlon, n'aurait pas groupé une partie des ouvrières en syndicats libres. Dans ce centre, Marc Sangnier avait autrefois des adeptes dont certains demeurent. La nouvelle encyclique du pape peut renforcer leur activité.

Les sucrerie, raffinerie de sucre, raffinerie de pétrole, après des essais, parfois réussis, mais toujours détruits par des grèves, au moment de la grande effervescence syndicale de 1910-1914 et 1919-1921, paraissent bien endormis.

La féculerie de Chalon groupe, par la volonté du patron qui paie des salaires encore plus dérisoires que les autres, une majorité de vieux travailleurs sans emploi et se trouve de ce fait à l'abri de toute propagande.

L'industrie du bois, quasi désorganisée, à Autun, a vu son syndicat, assez puissant autrefois, réduit à presque rien.

De syndicats du bâtiment, presque pas trace.

En somme, les centres ouvriers qui sont : Chalon, avec ses industries diverses; Le Creusot, avec son usine métallurgique; Montceau-les-Mines et sa région, avec ses mines, souffrent d'une terrible anémie syndicale. Dans l'ensemble des travailleurs industriels, on ne doit pas compter 1/10e de syndiqués.

REGROUPEMENT DIFFICILE

Quelle est, là-dessus, la part de la C.G.T.U. et celle de la C.G.T. Les deux groupes sont également ruinés, de forces et de cotisants. Si l'U. D. confédérée est plus forte — je dis bien : SI — c'est qu'elle compte le syndicat national des instituteurs avec ses huit

(1) Déjà paru : la Haute-Savoie (n° de février); la Loire-Inférieure (n° de mars).

cents cotisants et le syndicat des postiers. Les cheminots sont, il paraît, en plus grand nombre à la C.G.T.U. qu'à la C.G.T. — Les syndicats dits *ouvriers* sont, dans les deux camps, des ombres égales en petitesse.

Cependant, même après la défaite des cheminots en 1920, la situation s'annonçait bien meilleure.

La scission a porté un coup terrible aux forces syndicales qui étaient, malgré tout, en plein développement. La cassure devait être fatale aux organisations *ouvrières* plus encore qu'aux organisations de services publics.

Par la suite, l'action politique dans les syndicats et le centralisme outrancier ont vidé les organisations d'une grande partie de leurs militants; ils ont annihilé, en général, l'esprit d'initiative de ceux qui sont restés.

Nous nous trouvons en face de Bourses du travail apathiques, sans force, incapables depuis plusieurs années d'organiser une manifestation le premier mai — quelque chose qui ne soit pas une caricature de manifestation.

On a vu à Chalon derrière le drapeau rouge deux cent, cent cinquante, cent ou même un moins grand nombre d'ouvriers, et ce centre compte au moins cinq mille travailleurs des deux sexes. Un vrai désastre...

Malgré ces échecs cuisants, parfois, des conférences sont réussies. On voit ainsi qu'il demeure une force prête à répondre à un grand et profond appel.

Pour faire entendre cet appel, il faudrait une organisation syndicale unique.

Le travail de regroupement, difficile déjà si on n'avait qu'une organisation, devient impossible lorsque deux groupes de syndiqués se battent, à coups de langue — de matraque ou de revolver — devant les frères de misère qui n'y comprennent rien et demeurent isolés malgré les circonstances qui les pressent.

LE MOMENT N'EST-IL PAS VENU ?

Les camarades désirent-ils l'unité?

C'est une question dont la réponse est complexe.

Sentent-ils leur impuissance? Ne la sentent-ils pas ou s'y complaisent-ils?

Le syndicalisme en chambre et le syndicalisme de secte n'ont pas perdu tous leurs adeptes. Des communistes cependant conviennent, en particulier, de la nécessité de l'unité.

Des réformistes ont peur de l'esprit combatif qu'apporteront chez eux les trouble-fête que nous sommes; les patrons et les pouvoirs publics n'ont pas encore assez serré la vis. Ça viendra. Ça vient même assez vite pour que d'aucuns s'en aperçoivent.

L' « opposition unitaire » est dominée par une mentalité de secte : son plus grand souci, d'après ses écrits, est de prouver qu'elle a eu raison contre le P. C. exclueur et que sa robe blanche ne s'est pas salie au contact des « diables » que nous sommes. C'est l'enfant prodigue qui ne se résout pas à n'être plus de la maison.

Pendant ce temps, les syndiqués continuent de fuir les organisations : c'est un signe certain du désir d'unité de la masse ou tout au moins du manque d'attraction qu'exercent sur elle des syndicats divisés: dévorés de querelles ou affaissés de collaboration, qui se tirent mutuellement dans les jambes au moment de l'action.

Camarades de Saône-et-Loire, le moment n'est-il pas venu de créer chez nous une mentalité d'unité?

Marie GUILLOT.

Le Mouvement dans la Loire

Le département de la Loire comprend deux régions nettement distinctes : le bassin de Saint-Etienne auquel se rattache l'arrondissement de Montbrison, et la région de Roanne.

Nous avons essayé de dresser un tableau aussi succinct et aussi exact que possible des industries, et parallèlement des forces syndicales de ce département.

Les chiffres que nous donnons au sujet des diverses industries ont été empruntés à des statistiques patronales pour 1929, celles de 1930 n'étant pas encore établies définitivement et centralisées. Dans l'ensemble ils donnent une idée assez exacte de la situation de l'industrie.

En 1930 un certain fléchissement se fit sentir dans la rubanerie et la métallurgie, les deux industries maîtresses. En 1931, le ralentissement est à peu près général. Dans les mines, on travaille généralement quatre jours par semaine. Dans la métallurgie, on chôme un à deux jours par semaine. Le textile va mal. Le chômage partiel est généralisé. A Saint-Etienne, la Ville occupe ou donne des secours à plus de 1.000 chômeurs.

Les chiffres concernant les forces syndicales ont été empruntés à des bilans d'organisations ou nous ont été fournis par des camarades sérieux.

Quelques erreurs de détail auraient pu se glisser, mais elles ne sauraient en rien — si elles existaient — modifier les appréciations générales que nous avons formulées.

BREF TABLEAU DE LA SITUATION DES DIVERSES INDUSTRIES

L'exploitation de la houille. — Le bassin houiller de la Loire produit environ 4 millions de tonnes de houille. En 1929, il a produit 3.777.080 tonnes de houille, 492.052 tonnes de coke et 184.940 tonnes d'agglomérés.

On comptait dans ce bassin 22.079 mineurs en 1929 contre 24.302 en 1928.

En ce moment, la production tend à se concentrer sur les points où le rendement est le plus élevé. L'an dernier, la Cie des Mines de la Loire a pris le contrôle des Houillères de Saint-Etienne. Elle devient ainsi le principal producteur de coke et de charbon du bassin.

Eaux minérales. — Il y a 12 exploitations de sources minérales dans le département (Saint-Galmier, Montrond, Sail-sous-Couzan, Saint-Romain-le-Puy, Saint-Alban...). Elles occupent environ 300 ouvriers.

La métallurgie. — Elle comprend plusieurs branches :

1° la grosse métallurgie;

2° la construction mécanique;

3° la petite métallurgie, qui englobe de nombreuses fabrications : *a*) la serrurerie; *b*) la boulonnerie; *c*) taillanderie et outils à bois; *d*) la martellerie; *e*) les limes; *f*) la grosse quincaillerie; *g*) les fourneaux; *h*) les ressorts; *i*) les clous à chevaux; *j*) les instruments de pesage; *k*) les faux et faucilles; *l*) les fourches et bêches;

4° l'armurerie;

5° le cycle.

La grosse métallurgie de la Loire est en voie de transformation. C'est le charbon du bassin qui la fit

naître et se développer. Aujourd'hui, c'est le charbon qui est à la base des difficultés qu'elle rencontre. Tant que l'extraction du charbon ne fut pas très développée dans le Nord, la Sarre et la Ruhr, la Loire put poursuivre son exploitation dans de bonnes conditions. La métallurgie trouvait dans ce bassin un terrain favorable à son développement. Il n'en fut plus de même lorsque le Nord produisit le charbon en quantités bien plus considérables et dans de meilleures conditions, et lorsqu'on eut la possibilité de traiter les minerais phosphoreux de l'Est. Le Nord et l'Est allaient devenir les centres de la production du fer et de l'acier. La Loire n'allait plus pouvoir résister à ses nouveaux concurrents.

C'est ce qui explique pourquoi, dans la Loire, les hauts-fourneaux existants se sont éteints les uns après les autres; pourquoi les convertisseurs Bessemer, les fours Martin subissent peu à peu le même sort.

La Loire doit cesser de produire le métal en quantités massives, elle doit s'orienter vers les aciers spéciaux, les produits finis qui sont d'un prix de vente élevé et qui, en raison de leur faible masse, peuvent supporter plus facilement les transports coûteux.

La grosse métallurgie ne disparaîtra donc pas de la Loire, elle se transformera. Le four électrique est appelé à remplacer le four Martin. Et puis elle se maintiendra parce que l'Etat tient à la conserver pour la prochaine dernière. Il lui réserve d'importantes commandes de matériel de guerre.

Aussi, même en 1929, la métallurgie de la Loire a pu travailler à plein rendement, avec un personnel de 16.149 ouvriers, supérieur à celui de 1913 (15.134).

On compte 17 usines sidérurgiques dans le bassin, et un gazogène à fusion de cendres, le seul producteur de fonte.

La construction mécanique a annoncé un chiffre d'affaires de 300 millions en 1929. Elle occupe plus de 7.000 ouvriers.

La grosse majorité des fabricants (42) sont syndiqués.

Voici pour la petite métallurgie le nombre d'ouvriers occupé en 1929 par chaque branche d'industrie : serrurerie, 1.000 ouvriers; boulonnerie, 2.600; taillanderie et outils à bois, 1.000 à 1.200; martellerie, 350; limes, 1.300; grosse ferronnerie, 450; quincaillerie, fourneaux, 400; ressorts, 95; lits métalliques, 70; clous à chevaux, 50; instruments de pesage, 50 (pour 14 fabricants); faux et faucilles, 360; fourches et bêches, 400. Soit au total 8.325 ouvriers.

A Saint-Etienne, il y a environ 140 fabricants d'armes de luxe et 12 fabricants de canons, employant ensemble plus de 3.000 ouvriers.

Saint-Etienne produit près des deux tiers de la production nationale de cycles.

On compte environ 200 fabricants, occupant près de 12.000 ouvriers. La Manufacture d'armes et de cycles (Mimard) occupe à elle seule 2.500 ouvriers et 1.500 employés.

L'industrie textile. — Dans la région stéphanoise, on distingue sept branches principales dans l'industrie textile : 1° la rubanerie; 2° les tissus élastiques; 3° les tresses et lacets; 4° la dentelle; 5° la bonneterie; 6° les gazes à bluter; 7° le linge de table...

Dans la rubanerie, l'artisanat prédomine encore.

A Saint-Etienne et dans les environs, il y a en effet plus de 5.000 petits ateliers de deux à trois métiers, occupant en temps normal 12.000 à 15.000 personnes.

Les usines n'occupent pas plus de 3.000 ouvriers et ouvrières.

Les artisans, dans leur grosse majorité, sont groupés dans le syndicat des tisseurs, dont le secrétaire permanent est Peyrache. Ce syndicat a un organe mensuel, « *le Réveil des Tisseurs* ».

Dans les usines, sauf à Maclas, où le petit syndicat confédéré soutient actuellement une grève, il n'y a pas de syndiqués.

Le chiffre d'affaire de l'industrie des tissus élastiques représente le cinquième du chiffre d'affaires total de la rubanerie (124.186.551 fr. en 1929 sur 564.000.031 fr. pour l'ensemble de la rubanerie).

Il est occupé environ 3.000 à 3.500 ouvriers.

Saint-Chamond est le centre de fabrication des tresses et lacets. On en a produit pour 95 millions de francs en 1929. 32 établissements s'adonnent à cette industrie, occupant de 4.000 à 4.500 ouvriers et employés. On compte plus d'un million de fuseaux à Saint-Chamond et ses environs.

C'est à Usson et Saint-Bonnet-le-Château que se trouvent les principaux fabricants de dentelles à la main (la dentelle mécanique est à peine introduite dans la Loire).

Ils occupent d'une façon irrégulière de 1.500 à 2.000 femmes ou jeunes filles qui travaillent à domicile pour un gain ridicule de 50 centimes de l'heure le plus souvent.

Le nombre de véritables ouvrières dentellières est d'environ 300. Celles-ci ne gagnent pas 1 franc de l'heure.

La bonneterie n'occupe pas plus de 800 ouvriers.

L'industrie des gazes à bluter, peu développée dans la Loire, a fait un chiffre d'affaires de 6 millions environ en 1929. Elle occupe de 300 à 350 ouvriers dans la région de Panissières.

A Panissières, dans le Montbrisonnais, deux petits fabricants occupent environ 150 ouvriers à la fabrication de linge de table (chiffre d'affaires de 4 millions de francs en 1929).

Dans la région stéphanoise, une vingtaine de petits patrons occupant 80 ouvriers fabriquent les métiers et appareils divers pour le tissage.

Voyons maintenant la région roannaise. L'industrie cotonnière compte à Roanne et Thizy 40 à 50 usines importantes, munies de 14.500 métiers mécaniques (plus 4.500 dans les localités voisines du Rhône et de la Saône-et-Loire).

Le nombre d'ouvriers qui y sont occupés est d'environ 18.500, en majorité des femmes et des jeunes filles.

Le tissage de la soie occupe environ 8.000 ouvriers répartis dans 20 à 25 maisons importantes. Les 5.500 métiers à soie de la région consomment 600.000 kg. de soie naturelle et 500.000 kg. d'autres textiles.

La bonneterie occupe d'une façon intermittente 7.000 à 8.000 personnes à domicile.

A Roanne, les établissements Lefebvre-Horent et Dextre ont une usine importante (capital 13 millions).

A côté des usines textiles proprement dites, il y a les teintureries (pour teindre le fil) et fabriques d'outillages qui occupent ensemble de 3.000 à 3.500 ouvriers dans le Roannais.

La soie artificielle compte deux usines dans la Loire : l'usine Gillet, de Saint-Chamond-Izieux, et la Cupro-textile de Roanne. Elles peuvent occuper près de 2.000 ouvriers.

La verrerie. — Il y avait 11 verreries dans la région stéphanoise en 1929 : 3 verreries à bouteilles (Veauche, Saint-Romain-le-Puy et Rive-de-Gier), 6 verreries à flaconnage, optique (4 à Rive-de-Gier et 1 à Saint-Etienne), 2 verreries à vitres (1 à verre ordinaire à Saint-Etienne, 1 à verre de couleur à Saint-Just-sur-Loire).

Une verrerie vient de fermer à Saint-Etienne, mettant sur le pavé plus de 100 ouvriers.

Toutes ces verreries occupaient de 4.000 à 4.500 ouvriers et employés.

La céramique. — Cette industrie approvisionne les verreries, la métallurgie et le bâtiment.

Il y a plusieurs fabriques de produits réfractaires à Rive-de-Gier, Lorette, Grand-Croix et Saint-Etienne.

Il y a des briqueteries et tuileries à Saint-Marcellin, Saint-Etienne, au Chambon-Feugerolles, à l'Horme, à Saint-Galmier, à Boën, à Balbigny, à Briennon, à Roanne.

On compte environ 500 ouvriers tuiliers-briquetiers.

Entreprises de transports. — Le syndicat patronal des entrepreneurs de transports groupe, à Saint-Etienne, 25 adhérents, qui occupent environ 200 ouvriers camionneurs, 20 convoyeurs et 80 employés de bureau. Mais dans ce chiffre n'entrent pas évidemment les camionneurs des maisons de commerce ou des industriels.

Dans les taxis, on compte surtout des artisans.

Imprimerie. — Il y avait en 1929 environ 75 établissements d'imprimerie, occupant environ 3.000 ouvriers et employés.

Papiers et cartons. — Les 36 établissements de papeteries occupent environ 200 ouvriers.

Bâtiment. Ameublement. — Dans la région de Saint-Etienne-Montbrison, on signalait en 1929 300 entreprises, occupant environ 4.500 ouvriers : 2.000 pour la maçonnerie et le terrassement, 1.000 pour la charpente et la couverture, 6 à 700 pour la plomberie-zinguerie; 7 à 800 plâtriers-peintres.

Les 70 établissements d'ameublement occupent environ 250 ouvriers.

Le commerce des bois. — Dans les exploitations forestières, les scieries, les chantiers de bois, on compte de 2.000 à 2.500 ouvriers.

La teinturerie. — Dans la région stéphanoise, on compte une trentaine de teintureries, avec 2.000 ouvriers environ à Saint-Etienne, Izieux, Saint-Chamond, Saint-Just-sur-Loire.

A Roanne, il y a deux usines de teinture.

La chapellerie. — C'est à Chazelles-sur-Lyon qu'est localisée la fabrication des chapeaux. On y compte 25 fabricants occupant de 3.500 à 4.000 ouvriers.

Le vêtement. — L'industrie du vêtement occupe environ de 150 à 200 ouvriers et de 1.200 à 1.500 ouvrières dans la région stéphanoise.

Tannerie. Cordonnerie. — Dans la Loire, il y a quatre tanneries importantes : trois à Roanne et une à Saint-Chamond. Elles occupent environ 400 ouvriers.

Il y a deux grandes fabriques de chaussures :

1° La manufacture Claude, de Roanne, qui occupe 150 ouvriers;

2° La Cordonnerie française de Saint-Etienne, dont l'usine est à Roche-la-Molière qui, avec ses 25 magasins de vente, occupe 2.000 ouvriers ou employés.

L'alimentation. — Les industries alimentaires sont très développées dans la Loire.

La Meunerie de la région Saint-Etienne-Montbrison a travaillé approximativement 74.000 tonnes de blé et 1.000 tonnes de seigle en 1929.

Elle occupe environ 300 ouvriers.

A Saint-Etienne, il y a environ 180 ouvriers boulangers.

Les deux brasseries de Saint-Etienne emploient de 100 à 150 ouvriers et employés.

Il y a 14 chocolateries à Saint-Etienne et dans les environs, où travaillent 400 ouvriers ou employés.

Les féculeries de Feurs et de Boën occupent une centaine d'ouvriers.

Dans la boucherie, le nombre de garçons bouchers varie de 500 à 600; dans la charcuterie, il y a environ 400 garçons charcutiers.

Dans l'épicerie en gros, on compte environ 200 employés. Les sociétés à succursales en occupent 4.000. Le Casino en emploie 1.650 à lui seul, et il déclare 2.550 gérants ou aides.

Les coopératives de consommation se multiplient. A Saint-Etienne, l'Union des travailleurs a plus de 30 succursales. Elle a un chiffre d'affaires de 55 millions.

La Manufacture nationale d'Armes et l'Arsenal de Roanne. — La manufacture nationale d'armes a, à l'heure actuelle, un effectif d'environ 2.000 ouvriers.

L'Arsenal de Roanne n'en a plus que de 1.200 à 1.500.

L'ORGANISATION PATRONALE

Les patrons, dans leur grosse majorité, sont syndiqués, et leurs syndicats, tout comme nos syndicats ouvriers, sont groupés par industrie et par région.

Les deux syndicats patronaux les plus influents dans notre région, sont le Comité des houillères et l'Association des syndicats métallurgiques patronaux de la Loire. Ils ont leur siège, comme la plupart des groupements patronaux à l'Hôtel des Ingénieurs, 19, rue du Grand-Moulin, à Saint-Etienne.

Voici la composition du Comité des Houillères (1927) :

Président d'honneur : M. Biver (Mines de la Loire); Président : A. Pigcot (Montrambert); Membres : de Chazeaux (Haute-Cappe), Camus (La Péronnière), Dessemond (Houillères), Gras (Saint-Chamond), Dalmas (Villebœuf), Durand (Chazotte), Lavedrine (Le Cros), Perrin-Pelletier (Roche-la-Molière), Roche (La Loire); Secrétaire général : H. Verney, ingénieur civil.

L'Association des syndicats métallurgiques patronaux de la Loire groupait, en 1927, 9 syndicats : le Comité des Forges, Chambre syndicale des Constructeurs mécaniciens, Chaudronniers et fondeurs de la Loire, la Chambre syndicale de la petite métallurgie et de la Quincaillerie de la Loire et de la Haute-Loire; la Chambre syndicale de l'industrie des cycles et Automobiles de la Loire; Chambre syndicale de fabricants de boulonnerie de la Loire; Chambre syndicale de la métallurgie et de la mécanique de Rive-de-Gier; Chambre syndicale des fabricants d'armes de Saint-Etienne; Chambre syndicale des fabricants de limes du Chambon-Feugerolles; Chambre syndicale des fabricants de martellerie.

Chaque industrie a son syndicat patronal. Le textile a sa Chambre syndicale des Tissus; les tissus élastiques ont leur Chambre syndicale; la fabrique de lacets a la sienne. 90 % de patrons sont syndiqués dans la plupart des branches de l'industrie.

LES FORCES SYNDICALES OUVRIERES

La grande majorité des organisations syndicales ouvrières de la Loire ont actuellement peu d'influence sur la masse; elles sont à peu près complètement détachées de celle-ci.

Pourtant, dans des corporations comme les métallurgistes, les mineurs, les teinturiers... la plupart des anciens, à un moment donné, ont adhéré au syndicat; la plupart ont participé à de longues et vaillantes luttes sous la direction du syndicat.

A l'heure actuelle, les syndicats des industries principales sont squelettiques.

La métallurgie. — Dans la métallurgie, où l'on compte plus de 50.000 travailleurs, il y a trois syndicats.

1° Le vieux syndicat, *le syndicat unitaire*, qui a groupé près de 10.000 adhérents; il n'a pas dans toute la région, plus de 200 cotisants réguliers, dont 60 au Chambon.

Il en avait encore près de 1.000 après la scission de 1925. L'introduction des pratiques communistes lui avait fait perdre le syndicat des polisseurs après Bourges; puis, par la suite, la dictature intolérable du P. C. en la personne de Thibaud, a dispersé le

gros des troupes. Il reste les fidèles au P. C. et quelques sympathisants.

2° Le Syndicat confédéré, constitué il y a deux ou trois ans, a une quarantaine d'adhérents, dont un bon nombre bien peu solidement acquis à l'action syndicale. Son activité se résume en celle de son secrétaire qui fait force démarches auprès des autorités pour faire aboutir ses revendications et qui, dans de nombreux articles de presse, attire l'attention de l'opinion publique sur les desiderata des métallurgistes.

A Firminy, un syndicat constitué il y a un an, a également de trente à quarante adhérents.

A Roanne, le Syndicat confédéré des métaux a environ 75 adhérents.

3° Le Syndicat des polisseurs, adhérent à la C.G. T.S.R., qui ne groupe plus qu'une poignée d'actifs et sérieux militants.

En tout, dans la Loire, à peine 400 syndiqués, répartis en trois tronçons, sur 50.000 ouvriers. Le pourcentage d'un centième n'est pas atteint. Pas de syndiqués dans les grosses boîtes (Verdié, Saint-Chamond, Claudinon, Bedel, etc.)

Les mineurs. — Chez les mineurs, deux syndicats :

1° Le vieux Syndicat, unitaire minoritaire, avec Arnaud. Il groupe environ 700 adhérents dans ses 11 sections et a conservé une grande influence sur les mineurs, sauf à Firminy.

La fraction de la majorité confédérale, avec son journal, son permanent, tente par tous les moyens, avec l'appui de la F. U., de chasser la direction minoritaire du Syndicat. Elle distribue des cartes qu'elle reçoit directement de la Fédération. Elle a à foison des propagandistes du centre. Mais elle n'a pu s'installer que dans trois sections sur 11. Arnaud tient le coup et le tiendra toujours. Il a un journal mensuel pour se défendre et il jouit de la confiance des mineurs.

2° La Fédération confédérée régionale a un puissant syndicat à Firminy (7 à 800 cotisants réguliers), un syndicat de 200 membres à Saint-Etienne (y compris de nombreux employés), des syndicats squelettiques à Roche-la-Molière, La Ricamarie, Grand-Croix. A La Talaudière, il y a un syndicat de 60 membres rentré à la C.G.T. après la scission de l'U.D.U. de 1925.

La Fédération confédérée n'a vraiment de l'influence qu'à Firminy et à La Talaudière.

Chez les mineurs, donc, environ 2.000 syndiqués sur 22.000 mineurs.

Rien dans les eaux minérales.

Le textile. — A Saint-Etienne, à Saint-Chamond, à Panissières, pas de syndicats ouvriers.

Un petit syndicat confédéré à Maclas qui, en ce moment, poursuit une grève.

Dans le Roannais, deux syndicats confédérés, un à Roanne, un à Montagny, groupant environ 100 adhérents, et un syndicat unitaire également squelettique.

Sur 40.000 ouvriers, à peine 300 syndiqués. Là nous sommes bien loin du 1/100e.

Dans les autres branches, ce n'est pas plus brillant, quelquefois pire.

Dans la teinturerie : un Syndicat autonome de 100 membres. Il groupe plus du 1/10e des ouvriers de Saint-Etienne et a une influence incontestable.

L'Union locale unitaire a tenté, mais sans succès, de créer un syndicat unitaire.

Dans la verrerie : A Saint-Etienne, un syndicat confédéré de 60 membres groupant le personnel d'une verrerie. Cette verrerie vient de fermer ses portes. Ailleurs rien.

A Rive-de-Gier, le syndicat confédéré végète et a failli être dissous.

Rien à Veauches; rien à St-Romain-le-Puy, les deux verreries les plus importantes.

Une centaine de syndiqués sur 4.500 ouvriers. On est loin du 1/10.

Dans la céramique : rien.

Dans le bâtiment : A Saint-Etienne, un syndicat confédéré et un syndicat unitaire sans adhérents et sans influence. A eux deux ils peuvent grouper 60 syndiqués.

Le vieux syndicat autonome des menuisiers, avec ses 60 adhérents, vient de mener une grève avec succès.

A Roanne, un syndicat confédéré d'une douzaine de membres et un syndicat autonome également squelettique.

Dans l'ameublement : Un syndicat sur le papier (C.G.T.S.R.).

Dans les transports : Rien chez les ouvriers. Un syndicat d'artisans (chauffeurs de taxis confédérés).

Dans l'imprimerie : Trois syndicats confédérés : typo et litho de Saint-Etienne qui ont ensemble 650 membres environ; un à Roanne qui vient de se reconstituer à la suite de la déconfiture du S.U. qui a conservé 7 à 8 adhérents.

Les syndicats du livre sont très actifs et très influents.

Dans la chapellerie : Le syndicat unitaire de Chazelles, très fort il y a quelques années, est réduit à fort peu d'adhérents.

Dans le vêtement : Un syndicat confédéré de quelques membres.

Employés de commerce : Un syndicat squelettique confédéré.

Cuirs et peaux : Le syndicat autonome a disparu.

Electricité : Environ 250 syndiqués dans la puissante société Loire et Centre.

Dans l'alimentation : Un syndicat autonome à St-Etienne et un syndicat unitaire au Chambon qui sont constitués par des employés de coopératives.

Rien dans les établissements privés.

LES SYNDICATS AUTONOMES ET LA C.G.T.S.R.

A Saint-Etienne il y a quatre syndicats autonomes :

1° Le syndicat des teinturiers qui est très influent dans sa corporation avec sa centaine d'adhérents. Il avait été à la C.G.T.U. et il la quitta en 1925 après la scission à l'U.D.

2° Le syndicat des menuisiers qui est venu à l'autonomie dans les mêmes conditions. Il a environ 60 adhérents. Il vient de diriger une grève avec succès.

3° Le syndicat de l'alimentation qui a quitté la C.G.T.U. après le congrès de 1929. Ses 80 adhérents sont recrutés à la coopérative « L'Union des Travailleurs ».

4° Le syndicat des forains qui est plutôt un syndicat d'artisans (60 adhérents).

Lorsque la C.G.T.S.R. se constitua, dans la Loire le syndicat des polisseurs fit une active propagande pour cette nouvelle centrale. Il essaya de constituer un groupe intercorporatif, mais, jusqu'à ce jour, ses efforts n'ont pas été couronnés de succès.

SERVICES PUBLICS, FONCTIONNAIRES ET TRAVAILLEURS DE L'ETAT

Dans les services publics il existe quelques syndicats importants.

Les deux syndicats confédérés de tramways de St-Etienne groupent 90 % des employés. Celui de Roanne (confédéré) a une cinquantaine d'adhérents.

Chez les cheminots, les unitaires sont les plus nombreux. Quoique fortement endommagé, le S.U. de

St-Etienne aurait encore 800 adhérents. Dans l'ensemble de la 6e U.R. (Loire, Rhône, Saône-et-Loire, Ain), la F.U. avait environ 8.000 adhérents en 1929 (en comptant 8 timbres par adhérent).

Les confédérés, inexistants après 1921, ont reconstitué leurs syndicats de St-Etienne et de Roanne. Le premier a 160 adhérents environ; le deuxième doit en avoir 175.

Le syndicat unitaire du gaz groupe la majorité des employés.

Les travailleurs de l'Etat : A Saint-Etienne, le syndicat de la manufacture d'armes était passé en bloc à la C.G.T.U. Mais après 1925, une scission se produisit et un syndicat confédéré fut créé.

Le S.U. a, depuis, perdu de nombreux adhérents, et il en compte actuellement bien moins que le syndicat confédéré, qui groupe près de 400 ouvriers.

A l'arsenal de Roanne, le syndicat confédéré a environ 200 adhérents.

Les municipaux : Le syndicat des municipaux de St-Etienne était passé à la C.G.T.U. en 1922. Il la quitta en 1925 et rentra à la C.G.T. Il compte actuellement près de 700 adhérents, tandis que le S.U. reste avec moins de 200 membres, sans grande influence.

A St-Chamond, Rive-de-Gier, Firminy, Roanne, il y a des syndicats confédérés de 50 à 60 membres.

Au Chambon, il y a un syndicat unitaire d'une trentaine de membres.

Les fonctionnaires : Le plus fort syndicat de l'U.D. confédérée est celui des instituteurs, avec 1.060 membres.

Les syndicats de postiers confédérés groupent environ 700 membres, dont les deux tiers de commis.

A l'U.D. confédérée il y a en outre environ 300 autres fonctionnaires.

Du côté unitaire, les fonctionnaires sont moins nombreux : guère plus de 100 postiers, 40 instituteurs environ.

U. D. CONFEDEREE ET U. D. UNITAIRE N'ONT PAS LA CONFIANCE DES OUVRIERS

Dans l'ensemble, l'U.D. confédérée doit grouper environ 7.000 adhérents, sur lesquels 3.000 à peine ap-
L'U.R. unitaire (4 départements) en avouait 21.300 en 1929. Depuis des syndicats sont partis (Verriers,
partiennent à l'industrie privée.
Alimentation à Saint-Etienne), d'autres ont vu baisser leurs effectifs. Dans la Loire, le nombre de syndiqués unitaires de l'industrie privée ne doit même pas atteindre celui des syndiqués confédérés.

En l'espace de cinq ou six ans, l'U.D. confédérée, inexistante après 1921, a pu se reconstituer et prospérer. Le tram, les municipaux, les mineurs de la Talaudière, les verriers de St-Etienne, les instituteurs l'ont réintégrée. Elle a reconstitué de nombreux syndicats.

Elle groupe une cinquantaine de syndicats à l'heure actuelle. Elle a surtout recruté chez les fonctionnaires, il est vrai. Dans l'industrie privée en dehors du livre, des mineurs de Firminy elle n'a pu conquérir une influence notable.

Quant aux unitaires, qui avaient la confiance des ouvriers après la guerre, en 1922, 1923, 1924, 1925 même, ils sont incompris des masses qui ne répondent plus à leurs appels.

Les ouvriers restent à l'écart des organisations et ne fréquentent pas les réunions organisées par celles-ci. Seul le syndicat des mineurs, du côté unitaire, a conservé la confiance des ouvriers. Et c'est là qu'actuellement l'élite dirigeante porte son action destructive.

Sur plus de 150.000 ouvriers de l'industrie privée, moins de 7.000 sont syndiqués. Le reste ignore l'organisation.

LE COURANT EN FAVEUR DE L'UNITE

Pourquoi les ouvriers se détournent-ils de leur organisation? La principale raison, selon nous, c'est l'écœurement produit par les querelles passées et par les luttes entre organisations rivales. A cet écœurement il faut ajouter le sentiment d'impuissance qui se dégage de toutes ces divisions.

« Pourquoi aller au syndicat? Pour s'y préoccuper de battre ses adversaires de tendance? Pour payer des permanents qui vivent de nos divisions? Et cela pendant que le patronat se moque de nous! Ah! non, qu'ils s'entendent d'abord, qu'ils se montrent capables de nous défendre! » Voilà ce qu'on entend dans les usines, sur les chantiers.

Cette impression d'impuissance à cause des vaines luttes de tendances, c'est bien le vrai empêchement à l'entrée dans les organisations.

La preuve? Mais nous la trouvons tout près de nous, à Saint-Etienne, chez les Mutilés du travail.

Il y a dix ans, personne ne parlait des mutilés du travail.

Mais le petit groupe créé par Marcet sut se mettre à la besogne pendant qu'on se déchirait dans les syndicats. Il sut se montrer utile, nécessaire. Il prouva qu'il savait défendre les intérêts des ouvriers... et il sut se préserver des luttes de tendances. Il gagna peu à peu la confiance, et le petit groupe du début approche actuellement des 10.000 membres dans le seul département de la Loire. Toute la journée c'est le va-et-vient aux Mutilés. On y va parce qu'on a confiance en eux.

Pourquoi dans les syndicats la confiance ne renaîtrait-elle pas également?

A notre avis, elle peut renaître, à condition que les syndicats rivaux qui se disputeront la confiance des leurs meilleurs défenseurs.

Mais pour qu'ils puissent apparaître comme les vrais défenseurs des ouvriers, il faut qu'ils soient unis.

Tant que dans une industrie il y aura plusieurs syndicats rivaux qui se risputeront la confiance des ouvriers, la défense ouvrière ne pourra s'organiser solidement.

Cela, les ouvriers l'ont compris.

Lorsqu'à St-Etienne nous fîmes paraître le manifeste des 22, un espoir, encore voilé d'un certain doute certes, mais un espoir tout de même, gagna de nombreux ouvriers. On parla d'unité dans les usines, dans les trams...

Et on en parle encore! Spontanément de nombreux militants nous apportèrent leur adhésion dès les premiers jours. Nous sommes 240 à l'heure actuelle, appartenant à 35 organisations différentes.

240, c'est bien peu, évidemment. Mais c'est le premier pas. Nous savons qu'il y en a encore des centaines qui suivent avec sympathie notre mouvement. Mais ils attendent, ils hésitent encore.

Les plus hésitants ce sont ceux de corporations comme les métaux qui ont été le plus écœurés par les luttes intestines.

Chez les mineurs la confiance est à peu près générale.

Les teinturiers, l'alimentation, les verriers ont adhéré en bloc. Les cheminots commencent à s'ébranler.

Il nous reste à pénétrer dans les masses, à les remuer pour faire pression sur les chefs, à entraîner les hésitants. Ce sera le but de notre prochaine campagne. La première étape a été bonne. La deuxième doit l'être également.

U. THÉVENON.

NATIONALISME, COLONIALISME, IMPÉRIALISME....

Qu'est-ce que l'Impérialisme ?

Je viens de lire la brochure que Primus publia en 1928 à la Librairie du Travail, « L'Impérialisme et la décadence capitaliste ». Après cette lecture, mes idées sur l'impérialisme ont été, tout d'abord, plus confuses que jamais.

... Sans préciser quel phénomène il désigne par ce mot, Primus combat l'opinion suivant laquelle l'« impérialisme » serait dû aux monopoles et à un « mystique capital financier ».

Mais, bien qu'il ne dise pas clairement de quelle chose il parle, on sent Primus très impressionné par la guerre de 1914. De plus, il pose plusieurs fois la question de savoir si la guerre est inséparable de l'impérialisme, en sorte que l'on est en droit de conclure que, pour lui, l'impérialisme c'est... la cause de ce que toute l'I. C. a appelé la « guerre impérialiste » (voulant dire par là que cette guerre était due à des causes économiques et bourgeoises). Mais il ne s'ensuit pas que toute guerre ou tendance à la guerre de cause économique soit pour Primus de l'impérialisme; les guerres coloniales n'en sont pas pour lui : il nous parle, en effet, de la politique coloniale poursuivie « tout au cours du XIX[e] siècle avant que l'impérialisme ait fait son apparition dans le monde ». On peut donc dire que, pour Primus, l'impérialisme est un phénomène du passé tout récent et du proche avenir, consistant en la tendance à se battre entre elles que manifestent les bourgeoisies des pays hautement évolués.

Et, réfutant la théorie de Lénine, il dit : la base de cette tendance ce n'est pas le monopole.

Donc, d'une part, *impérialisme = tendance à la guerre.*

D'autre part, ressuscitant presque Napoléon III, Louzon dit, dans une autre brochure publiée à la Librairie du Travail (1) : *L'idéologie de l'impérialisme, c'est le pacifisme.* L'impérialisme c'est, pour lui, la politique du monopole, la production internationalisée, la « réglementation concertée d'une production surabondante ». Et c'est aussi la politique coloniale et « l'entrave apportée au développement des pays neufs ».

Pour lui, l'impérialisme c'est donc et la paix des grandes nations et les guerres coloniales.

Pour Lénine enfin, autant que je m'en souvienne, l'impérialisme ce n'est absolument ni la paix ni la guerre. C'est une tendance qui, malgré tout, conduit à la guerre des grandes nations. Et c'est aussi les guerres coloniales et toute tentative d'expansion dans les pays économiquement arriérés. Et cet impérialisme léninien est rattaché à l'économie des monopoles et à l'existence d'un capitalisme financier considéré comme pas du tout mystique.

(1) « Impérialisme et Nationalisme ».

Voici donc que sont désignées par le même mot « impérialisme » au moins trois choses différentes :

a) l'agressivité des bourgeoisies entre elles;

b) l'esprit de coopération et de pacifisme de ces bourgeoisies;

c) le colonialisme dans ses périodes guerrières et pacifiques.

Et je pense que, chaque fois que, parlant d'« impérialisme », on ne prendra pas la précaution de dire clairement laquelle de ces choses on désigne, les dissertations sur l'étiologie et l'avenir du phénomène seront confuses et risqueront d'être interprétées « à côté ».

L'impérialisme est-il à la fois belliqueux et pacifiste?

Cette question n'échappe à l'absurdité que si l'on donne au mot impérialisme le sens trop général et inutile de capitalisme moderne.

Oui, dans les pays capitalistes modernes, se manifestent deux grands courants économiques. L'un d'eux poursuit l'entente des capitalistes des divers pays. L'autre veut maintenir l'autonomie des productions nationales.

Les capitalistes de la première tendance recherchent l'organisation internationale de la production, la suppression de la concurrence, la production monopolisée dans les mains d'un groupe plus ou moins international. Leur idéologie est forcément pacifiste.

Les capitalistes de la deuxième tendance, au contraire, ceux qui ne croient qu'en l'autonomie économique nationale, considérant que les concurrences internationales ne pourront prendre fin que par l'écrasement de tous les concurrents, sauf un qui sera le vainqueur de tous. Leur idéologie est, au meilleur cas, celle de la « défense », donc belliciste. C'est l'exaltation de l'idée de patrie, une sorte de délire systématisé et collectif nommé chauvinisme.

Louzon appelle la première tendance *impérialisme* (du verbe latin *imperare*, commander en maître absolu), mot qui fait irrésistiblement penser au calme de l'empire romain, unification et organisation du monde antique. Il appelle la deuxième *nationalisme*, mot qui indique bien la volonté d'autonomie des divers capitalistes qui possèdent les patries.

Dans cette terminologie il est clair que l'impérialisme est l'économie des monopoles et le nationalisme celle de la concurrence.

... Mais voilà que la guerre de 1914 qui, d'après cette terminologie, était une guerre nationaliste (désir de réunir dans de mêmes mains nationales la production du fer et de l'acier européens), a été appelée « guerre impérialiste ». Et Primus de s'écrier : « Vous voyez bien que ce n'est pas le monopole qui est la cause du phénomène! Quand cette guerre du fer et de l'acier

a éclaté, le monopole de cette production n'existait pas! ». Evidemment!

Seulement, l'expression « guerre impérialiste » est une de celles sur lesquelles il ne faut pas s'hypnotiser. Les Russes l'employaient surtout pour l'opposer à celle de « guerre civile ». La guerre impérialiste était la guerre des bourgeois, celle que pour des raisons de rivalité économique des groupes capitalistes se faisaient entre eux, non pas directement, mais par prolétariats interposés. La guerre civile, au contraire, c'était la guerre des ouvriers, celle qui résultait de l'irréductible antagonisme des bourgeois et des prolétaires. L'adjectif impérialiste qui servait à stigmatiser cette guerre des bourgeois avait un rôle surtout péjoratif et l'expression était beaucoup plus d'agitation que de propagande (1). Il ne faut pas la prendre au pied de la lettre et chercher à en déduire des conclusions théoriques. On n'arriverait qu'à de la confusion, ou bien il faudrait utiliser des biais bien peu satisfaisants. Les camarades, par exemple, qui, croyant à l'impérialisme de cette guerre des bourgeois, de cette manifestation de la concurrence, veulent la rattacher à leur théorie des monopoles et l'expliquer par elle, sont forcés d'invoquer un monopole non pas présent à l'époque, mais futur et supposé, celui qui, dans l'esprit des belligérants, aurait pu se constituer au profit du vainqueur par l'écrasement du vaincu. Ce n'est vraiment pas là du matérialisme, et Primus a raison dans ses protestations. Le caractère de la guerre impérialiste était de ne pas être la manifestation d'une économie des monopoles... de ne pas être de l'impérialisme, mais du nationalisme (pour parler comme Louzon) une trop tangible manifestation du régime de la production divisée.

Donc, si l'on ne veut pas adopter la terminologie de Louzon, qui pourtant éviterait beaucoup de confusion, il importe de préciser et de dire :

a) L'impérialisme est la production capitaliste monopolisée ou la tendance à la monopolisation de cette production.

b) Quand le monopole existe, et tant qu'il existe sans fissure, l'impérialisme c'est la paix.

c) Quand le monopole n'existe pas, il y a deux manières d'essayer de le constituer : soit par entente des concurrents (alors l'impérialisme c'est la paix), soit par la destruction violente des concurrents sauf un, — alors l'impérialisme c'est le bellicisme.

d) (Ceci c'est l'idée de Lénine). Au sein des ententes les tendances à régner seul de chacun des associés risquent toujours de se réveiller par suite de circonstances fortuites, en sorte que la paix ne peut jamais être considérée comme définitive.

e) L'impérialisme c'est aussi les différentes manifestations de l'expansion du capitalisme financier.

Le monopole ou la tendance au monopole est-il le fait du capital financier?

Donc, nous venons de le voir, on peut considérer qu'impérialisme et monopole sont indissolublement unis. Or, dans l'esprit de beaucoup de camarades, impérialisme et capital financier ne sont pas moins unis. Serait-ce donc que *monopole = capitalisme financier*?

Je ne crois pas.

Qu'est-ce que le capitalisme financier? C'est l'argent, la banque. Ce qui n'est pas capital financier, ce sont les valeurs réelles : usines, rails, wagons, matières premières, produits finis; en somme, les matières premières, l'appareil de production et les produits (point de départ, chemin, arrivée). Mais dans l'organisation actuelle de la société, ce transit ne peut se faire, l'appareil de production ne peut fonctionner qu'avec l'intervention du capital financier. Du moment que le patron doit payer ses ouvriers, ses fournisseurs et ses impôts, il est obligé d'aller à la banque ou de devenir son propre banquier, ce qui est se transformer partiellement en capitaliste financier. Donc, le capitalisme financier est indispensable à la production. Est-ce à dire qu'il en soit le facteur évolutif, le guide et le moteur? Ce ne me semble pas... L'évolution de la production me semble bien plutôt dépendre de circonstances d'un autre ordre comme l'état du marché et l'abondance de la main-d'œuvre. En particulier, la tendance à monopoliser une production déterminée ne résulte pas plus forcément du désir d'un capitalisme financier (il faudrait encore pour cela un capital financier « monopolisé ») que des circonstances de la production elle-même et de la vente, du besoin d'éviter une concurrence coûteuse et surtout la *surproduction*. Quand on me montre le capital financier nécessaire pour la transformation de l'atelier en manufacture et de la manufacture en usine, je comprends. Mais quand il n'existe dans le monde que quelques usines fabriquant un produit déterminé, en quoi le capital financier est-il nécessaire pour faire que ces usines *existantes* veuillent fusionner, tâchent d'éviter les calamités de la surproduction, de créer un monopole?

C'est dans ce cas, je crois, que l'on peut parler d'un « mystique capitalisme financier ».

On a tort de désigner par le même mot l'expansion dans les pays non capitalistes et les rivalités entre pays capitalistes

Et pourtant, on le dit, Lénine l'a dit et c'est la vérité : « La cause de l'impérialisme réside dans le capitalisme financier. »

C'est que l'impérialisme envisagé dans ce cas n'est plus les impérialismes de tout à l'heure. Il n'est plus « la réglementation concertée d'une économie surabondante » (Louzon). Il n'est plus non plus cette réglementation imposée par la force (Primus). Il désigne une troisième chose : l'expansion économique dans les pays non-capitalistes, le colonialisme, le « semi-colonialisme », le quart de colonialisme (chemins de fer d'Abyssinie, du Yunnan, de l'Est-Chinois), le huitième de colonialisme (Pologne, Balkans).

... Capitalisme financier, cela veut dire argent à placer. Jusqu'au troisième quart du siècle dernier en France, un peu plus tôt en Angleterre, l'argent accumulé par les bourgeois fut investi sur place et employé à équiper industriellement le pays. (La plus-value est alors créée sur place. Il faut un prolétariat nombreux; donc pas de chômage permanent. Au contraire, prolétarisation constante de nouveaux éléments, surtout ruraux.)

A partir de 1875 environ, l'équipement industriel de la France et de l'Angleterre est achevé. Les capitaux

(1) Je rappelle que pour les Russes *l'agitation* c'est l'exposé d'un petit nombre d'idées devant un grand nombre de personnes, et la *propagande* l'exposé d'un grand nombre d'idées devant un petit nombre de personnes.

que le jeu de l'accumulation ne cesse de produire ne trouvent plus à s'investir sur place. Il faut qu'ils aillent ailleurs « fructifier » par le travail de nouveaux bras. (La prolétarisation se ralentit ou s'arrête alors en France et en Angleterre, mais commence aux « colonies ».) C'est la politique coloniale qui, en moins de cinquante ans, arrive à mettre la totalité de la terre (1) sous la dépendance de la France et de l'Angleterre (et un peu des Etats-Unis). Toutes les populations de la terre produisent alors de la plus-value pour Londres ou Paris, ou... ont disparu, comme en Océanie et en de nombreuses régions d'Afrique, n'ayant pu supporter l'opération chirurgicale d'une prolétarisation accélérée, brutale et maladroite... (En Europe, il n'est plus alors question de prolétarisation, mais c'est le chômage chronique.)

Soulignons, bien que ce soit maintenant une vieille vérité, que cet impérialisme ne s'exerce pas seulement dans les pays où il est manifesté par la domination politique (colonies). Il n'est pas moins réel dans les pays qui conservent un semblant d'indépendance politique. La seule différence entre les deux circonstances est que dans les colonies véritables les producteurs de plus-value sont fournis aux capitalistes par la force coercitive de leur Etat, tandis que dans les pays de la deuxième catégorie, ces capitalistes sont forcés de recourir soit à l'appareil de coercition d'un Etat local « protégé », soit à diverses ruses.

Mais quelle que soit la fraction de colonialisme, quel que soit le degré de dépendance politique du pays où il s'exerce, cet impérialisme a toujours pour base l'exportation du capitalisme financier.

L'impérialisme colonial n'est plus de l'impérialisme

Ceci, même Primus ne pourrait le contester (2) et Louzon est d'accord.

Mais, voici qui est curieux. Cet impérialisme, dans la terminologie de Louzon ce n'est plus de l'impérialisme.

Sauf les cas exceptionnels et peut-être inexistants d'investissements de capitaux réellement internationaux, le colonialisme est toujours *national*. Il a même provoqué assez de querelles entre les nations! C'est du *nationalisme*.

Il ne pourrait ne pas l'être et devenir de l'impérialisme (toujours dans la même terminologie) que dans le cas où il serait, comme le croit Primus, une recherche de débouchés. Le partage du monde entre capitalistes serait alors une sorte de distribution des marchés, une manière de se débarrasser de la concurrence. Mais les colonies ne sont pas des débouchés! Les populations coloniales, trop pauvres, ne sont pas des consommatrices. De plus, si le colonialisme était à base commerciale on ne s'expliquerait pas qu'il soit *toujours* guerrier. La concurrence commerciale use comme arme principale des bas prix. La « grosse artillerie », selon une formule bien connue, se réduit pour elle au « bon marché des produits » qui lui permet d'abattre bien des « murailles de Chine » (1). La recherche de débouchés est du domaine de l'échange et l'échange n'est que *très exceptionnellement* guerrier. Si le colonialisme est guerrier, c'est qu'il est du domaine de la *production*. Il est une entreprise consistant à introduire le travail capitaliste dans des pays qui l'ignoraient, à forcer des populations nouvelles à produire de la plus-value. Il est basé sur l'exploitation de l'homme, laquelle est toujours violente... Il est presque aussi peu une recherche de débouchés que, comme le disent encore quelques bourgeois, une recherche de terres de peuplement, d'espaces où déverser une population surabondante (2). Les colonies sont avant tout des réserves de bras, des machines à « faire fructifier le capital-argent », comme dit Albert Sarraut.

Ainsi l'argument le plus sérieux qui aurait permis de rattacher le colonialisme à l'impérialisme selon Louzon, l'argument des colonies-débouchés ne tient pas.

Si l'on envisage enfin les colonies comme — ce qu'elles sont partiellement — des sources de matières premières, leur caractère nationaliste apparaît à plein... « Nous » voulons mettre en valeur « nos » colonies en partie pour pouvoir « nous » passer de toute importation « étrangère », pour avoir du pétrole français, de la laine française, du caoutchouc français, faire de la « France » un ensemble économique autonome.

Donc, si l'on parle le langage de Louzon, l'impérialisme qui résulte de l'expansion du capitalisme financier, l'impérialisme par exportation de capitaux, n'est pas du tout — au moins dans sa forme coloniale — de l'impérialisme mais du nationalisme (3).

---

(1) Sauf quelques pays d'Europe et les U. S. A.

(2) S'il consentait à ranger le colonialisme dans le cadre de l'impérialisme et s'il voulait bien examiner, avant de l'adopter, le mensonge bourgeois suivant lequel la politique coloniale est une recherche de débouchés.

---

(1) A l'époque où Marx écrivait ces mots, l'action extraeuropéenne du capitalisme était purement commerciale. Aussi le phénomène que nous appelons aujourd'hui « colonialisme » n'existait-il pas. On avait des comptoirs, des relais, des escales (« échelles du Levant ») ou bien on se battait pour un prince, pour son prestige et sa religion (lutte de la croix contre le croissant)... Le début de l'*empire* colonial français n'est que des années 80. L'« impérialisme » colonial français n'a commencé que le jour où les capitalistes français ne se sont plus contentés d'exporter des marchandises, mais se sont mis à exporter de l'argent... alors ils ont eu recours à une tout autre espèce de « grosse artillerie »!

(2) Cet argument n'est évidemment pas invoqué par les Anglais qui ne sont qu'un nombre ridicule pour la superficie de l'Empire, ni par les Français qui n'ont pas d'enfants. Il l'est par les Allemands : les enfants de l'Allemagne étouffent dans ses frontières; il faut rendre à l'Allemagne ses colonies! Or, savez-vous combien il y avait d'Allemands dans les immenses colonies de l'Est-Africain? Quelques milliers. Et pas des colons qui se fixaient au sol, mais des employés de sociétés ou des gens qui gagnaient de l'argent et rentraient en Allemagne. Le capital exporté allemand, comme les autres, « fructifiait »... par le travail des noirs.

(3) Même dans le cas où la colonisation est théoriquement internationale, son caractère nationaliste apparaît à plein. Sans parler de l'hypocrisie de la colonisation soi-disant internationale de la Société des Nations et de ses mandats purement nationaux, considérez un territoire colonial réellement international en droit comme les Nouvelles-Hébrides. Les Nouvelles-Hébrides sont un *condominium* franco-anglais. Administrativement. Mais, en fait, elles sont le champ de concurrence de deux colonialismes rivaux, le français et l'anglais. Et, depuis ces dernières années, tous les journaux coloniaux français sont pleins de joie parce que, grâce à l'importation de la main-d'œuvre annamite, grâce à la traite des jaunes, les Français ont acquis une supériorité économique manifeste. Et, en vertu de l'adage « le pavillon suit la marchandise », ils ne cessent de réclamer la fin du condominium et l'annexion à la seule et unique France. Nationalisme.

Que reste-t-il donc à l'impérialisme?

Donc, d'une part, l'agressivité des bourgeoisies entre elles ce n'est pas de l'impérialisme.

D'autre part, l'agressivité ignoble des bourgeoisies contre les peuples non capitalistes, ce n'est pas non plus de l'impérialisme.

Guerres européennes et guerres coloniales, ces deux conséquences immondes de la société actuelle, ne sont plus la conséquence d'un impérialisme mais sont restituées au nationalisme, au nationalisme de nos pays hautement capitalistes. Plus que jamais il est vrai que le « capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage ».

... Mais si ces deux conséquences hideuses sont retirées à l'impérialisme, que lui reste-t-il? Et d'où vient le juste dégoût que le seul énoncé de son nom soulève en nos cœurs?

Eh bien, alors, l'impérialisme c'est le capitalisme triomphant; l'économie du monopole non plus désiré mais constitué. Tous les vampires rivaux ont fait place à un seul grand vampire qui, seul, et souverain maître, et insatiable, suce le sang de l'humanité. Un seul exemple : avant l'apparition du pétrole soviétique en quantité notable, il y eut pendant un temps et de façon indéniable des *empereurs* du pétrole. Quelques gens, sur la terre entière étaient maîtres absolus des milliers d'esclaves producteurs et du milliard de consommateurs. Les vrais maîtres absolus d'un empire où régnait la paix (puisqu'il n'y avait pas de concurrence!) et d'une toute autre importance que les empires territoriaux auxquels s'était amusée l'histoire.

Alors le caractère hideux de l'impérialisme ne vient plus des conséquences qu'on lui prêtait mais qui sont inexistantes (guerres de concurrence). Il vient de la base même du système : *le profit individuel, l'exploitation de l'homme par l'homme.* C'est par sa racine même qu'il a droit à toute notre haine, qu'il appelle la *guerre inexpiable* où nous l'exterminerons.

. . . .

Ces réflexions pour souligner l'intérêt qu'il y a à bien préciser le sens des termes dont on va faire usage chaque fois qu'on aborde ces sujets un peu abstraits et encombrés de mots *majeurs*, de mots (comme impérialisme et socialisme) sur le sens desquels tout le monde se croit d'accord parce qu'ils parlent non pas à la raison mais au cœur et entraînent d'eux-mêmes, par leur simple énoncé, la haine ou l'amour.

Croyez-vous, par exemple, que lorsque, au cours de je ne sais plus quel zigzag de droite, Staline parlait de « *socialisme* dans un seul pays » en entendant par là une économie vaguement étatisée, pourvue de force *nepmen* et nationale à la Kemal Pacha, il ne spéculait pas sur l'idée lumineuse de production dans la liberté que le mot socialisme évoque encore chez les prolétaires de l'Occident de l'Europe! J. PÉRA.

Pour rattraper notre retard...

Pas d'autre moyen que de profiter des vacances et de ne faire qu'un seul numéro pour août et septembre.

Cette mesure était d'ailleurs indispensable pour des raisons financières. Les renouvellements d'abonnements et les règlements de vendeurs se font mal depuis quelques mois. D'où la nécessité de réaliser l'économie d'un numéro. Nos abonnés nous excuseront. Nos amis comprendront qu'ils doivent nous donner un coup de main sérieux.

Juges couvrant policiers

La Justice en Algérie

Le *Cri du Peuple* a relaté, dans son numéro du 28 mai, comment un homme, Gélabert, passé à tabac dans un des postes de police d'Alger, y avait été trouvé mort, le lendemain matin, et comment, après quelques semaines d'instruction, un non-lieu vient d'être rendu « à l'égard de quiconque » dans cette affaire. Ce qui signifie que cet homme n'a pas subi de violences, et qu'il est mort uniquement de mort naturelle.

Pour que chacun puisse en juger, nous publions ci-dessous, intégralement, le rapport d'autopsie établi par le Dr Trainard, commis à cet effet par le juge d'instruction, et qu'aucun contre-rapport n'est venu infirmer.

REQUISITOIRE DU JUGE D'INSTRUCTION DU 2 MARS 1931

VISITE DU CADAVRE A LA MORGUE MUNICIPALE

Le bras droit est allongé le long du corps, le bras gauche est replié sur l'estomac.

Les pieds sont en extension forcée.

Tout le corps est blanc, exsangue, sauf les mains qui sont bleu violet à partir du sillon qui se dessine très nettement au niveau des poignets. Au niveau de l'omoplate gauche, une ecchymose de la largeur d'une paume de main; l'omoplate droite est traversée, au niveau de son épine, d'une zébrure ecchymotique. Sur la pointe de l'omoplate gauche, on aperçoit une autre zébrure ecchymotique, longue de 12 centimètres, obliquant de haut en bas et de dehors en dedans. Sur l'omoplate droite, on voit deux autres zébrures parallèles.

En bas des fesses, vers la partie médiane, deux plaies contuses.

En arrière de la hanche droite, une plaie contuse ecchymotique, longue de 7 centimètres.

Sur la face postérieure de la cuisse gauche, vers le tiers supérieur, deux longues zébrures ecchymotiques parallèles. A la même hauteur, sur la cuisse droite, dans le même axe que les précédentes, deux autres zébrures ecchymotiques. Sur la face postéro-externe de la cuisse droite, une zébrure ecchymotique longue de 8 centimètres.

Au sommet du mollet droit, une zébrure ecchymotique longue de 8 centimètres, obliquant de haut en bas et de dedans en dehors.

Enfin au niveau du coude gauche, sur le bord externe, deux zébrures ecchymotiques, parallèles, longues de 7 à 9 centimètres. Sur la face antérieure des cuisses, nous relevons également des ecchymoses (une sur la cuisse gauche, de forme triangulaire et d'origine indéterminée).

AUTOPSIE

Foie. — Teinte rouge sombre normale. A la face inférieure, nous notons la présence d'une tumeur kystique volumineuse, distendue sur le point de se rompre spontanément sur la face antéro-supérieure et contenant près d'un litre de liquide légèrement citrus.

Duodenum. — Rattaché au foie par des apparences kystiques. Contient une bouillie alimentaire très liquide à odeur alcoolique très prononcée.

Vessie. — Contient une centaine de grammes d'urine. Pas de lésion.

Rate. Reins. Intestins. — Normaux; aucune altération pathologique.

OUVERTURE DU CRANE

Aucune lésion des tissus ni de la paroi osseuse.

DISCUSSION

La victime porte un certain nombre de traces de violence dont certaines sont très caractéristiques.

Le sillon ecchymotique que l'on relève au niveau des poignets indique très nettement que la victime a eu les poignets fortement liés au moyen d'une corde de petite dimension.

La position du sillon indique que le poignet gauche était passé au-dessus du poignet droit. Vraisemblablement la victime est morte les poignets liés (sillons ecchymotiques et mains bleues).

Les ecchymoses du dos et des cuisses ont été produites au moyen d'un corps contondant tel un bâton, mais plus vraisemblablement une cravache.

A l'autopsie, nous n'avons relevé aucune grosse lésion en dehors d'une très légère congestion des poumons et une énorme tumeur kystique du foie.

QUELLE EST LA CAUSE DE LA MORT?

Il est indéniable que les traumatismes extérieurs ne suffisent pas à expliquer le décès. Ce sont des lésions externes n'intéressant que les tissus de recouvrement (peau et muscles adjacents).

De même, le kyste du foie ne peut expliquer le décès, pas plus que le commencement de congestion pulmonaire.

Nous croyons donc que la mort résulte d'un ensemble de faits qui, isolément, ne suffiraient pas à provoquer la mort.

Les violences exercées sur l'individu de santé peu brillante (présence du kyste du foie) et en état d'ivresse (présence dans le duodenum et l'estomac de liquide à forte teneur alcoolique), jeté, la nuit, dans un lieu froid et pendant une saison froide (commencement de congestion pulmonaire), constituent un ensemble de faits susceptibles de provoquer un décès par inhibition.

Il est certain que ces violences, exercées sur un sujet normal, n'auraient pas entraîné la mort, de même que la présence d'un kyste que le porteur supportait depuis plusieurs années.

L'alcoolisme n'était pas chronique au point d'avoir altéré la santé (bon état des viscères) pour entraîner également la mort. Quant à la congestion pulmonaire, elle n'en était qu'à son début, et a été très vraisemblablement interrompue par la mort, qui a dû survenir brutalement par arrêt brusque du cœur, sans agonie (cœur droit vide, cœur gauche dur, rigide, plein de sang liquide).

CONCLUSIONS

Nous pensons que la victime est morte par syncope ou ébranlement commotionnel provoqué par un ensemble de faits dont aucun, pris isolément, ne peut amener la mort.

Ces faits sont : violences exercées sur l'individu de santé délicate, en état d'ivresse, et exposé en un lieu froid pendant la saison froide. Les traumatismes relevés sur le corps étaient de date récente et ont dû être produits au poignet par une corde, au dos, aux bras et aux jambes par une cravache.

La date de la mort peut être fixée au milieu de la nuit du 2 mars, c'est-à-dire vers une heure du matin.

Alger, le 4 *mars* 1931. *Signé :* Dr TRAINAR.

Tel était le cadavre de celui sur lequel les juges d'Alger déclarent qu'il n'a été exercé aucunes violences, et dans la mort duquel, naturellement, *a fortiori*, la violence n'a joué aucun rôle! — R. L.

Notre dossier sur l'Unité Syndicale

LXIV

La résolution d'unité présentée aux Congrès confédéraux

La Conférence d'Unité du 28 juin a établi le texte d'une résolution qui sera présentée aux deux Congrès confédéraux qui vont se tenir en septembre. C'est sur elle que d'ici là vont rouler les discussions sur l'unité dans les assemblées générales de syndicats confédérés et unitaires.

Le Congrès confédéral proclame la nécessité et l'urgence de la reconstitution, dans le cadre national et dans le cadre international, de l'Unité syndicale des travailleurs.

L'heure est venue de reconnaître, une fois de plus, que tous les travailleurs, en tant que salariés, et quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ont leur place dans les syndicats ouvriers.

En conséquence, il ne saurait exister qu'un seul syndicat par corporation, qu'une seule Fédération par industrie, qu'une seule Union par département et par localité, qu'une seule Confédération générale du Travail pour tout le pays.

Instruit par l'expérience douloureuse de dix années de scission et d'impuissance syndicales, le Congrès affirme que l'Unité doit être reconstituée sur les bases de l'indépendance du syndicalisme, de la pratique de la lutte de classes, de la démocratie syndicale et de la liberté d'opinion.

Le Congrès décide qu'il y a lieu, pour la Confédération, de participer à un Congrès national de reconstitution de l'Unité réunissant tous les syndicats actuellement affiliés à la C. G. T., à la C. G. T. U., à la C. G. T. S. R. et aux groupements autonomes.

Il donne mandat au Bureau et à la Commission administrative de la Confédération de se concerter avec les organismes responsables des autres C. G. T. et des Groupements autonomes, en vue de constituer le Comité d'organisation du Congrès national de fusion.

Le Congrès de fusion aura pour tâche de faire renaître, dans ce pays, une seule et unique C. G. T. Il lui appartiendra, dans la souveraineté de ses décisions, de fixer les statuts et l'orientation de la C. G. T. unique reconstituée.

Le Congrès de fusion est impatiemment attendu par les travailleurs angoissés. Pour hâter sa réunion, le Congrès confédéral déclare qu'il est temps de mettre fin aux luttes fratricides et qu'il est l'heure de dresser le front uni du prolétariat contre les forces coalisées du capitalisme, du militarisme, du fascisme et de la réaction.

LXV

Un nouvel appel aux travailleurs

La Conférence du 28 juin a décidé, en outre, de lancer le nouvel appel suivant :

Vous connaissez la situation :

Une crise économique sans précédent, issue du désordre capitaliste, secoue durement tous les pays et pousse certains aux pires extrémités, même au fascisme et à la guerre.

Cette crise se traduit par le chômage total ou par-

tiel, par l'abaissement du standard de vie des travailleurs, par la réduction des salaires et traitements, par la misère de ceux qui produisent, tandis que les possédants ne s'imposent aucun sacrifice.

La classe dirigeante peut tout se permettre, elle n'a devant elle que les poussières du syndicalisme à 10 %. Seuls les courageux ouvriers du textile lui tiennent tête dans le Nord.

Loin de s'améliorer, la situation des salariés va tous les jours en s'aggravant. Le protectionnisme entraîne une hausse continue du coût de la vie; le déficit budgétaire va entraîner de nouvelles charges pour les travailleurs.

La C. G. T. seule, avec sa collaboration, ne peut rien.

La C. G. T. U. seule, avec son agitation, ne peut pas davantage.

Les autres organisations sont aussi impuissantes en raison de leur dispersion.

Si vous trouvez que ça va bien, il n'y a qu'à continuer et pratiquer la politique du chien crevé. Un jour peut-être lorsque le talon de fer vous aura suffisamment écrasé, vous vous réveillerez. Mais vous serez sans force et sans souffle, mûrs pour toutes les servitudes et toutes les capitulations. Vous subirez le sort que vous aurez mérité.

Si au contraire vous pensez que les disputes doctrinales et les querelles de boutique ont assez duré pour le plus grand plaisir et le plus grand profit de la bourgeoisie, alors vous estimerez avec nous qu'il est temps de se secouer, de quitter les sentiers battus, de se rapprocher, de regrouper les forces, de faire bloc et de pousser tous ensemble et d'un seul cœur dans le même sens. Pour se défendre d'abord et pour avancer ensuite il n'y a pas d'autres moyens, il n'y a pas d'autre solution que l'Unité.

Le Comité de Propagande pour l'Unité Syndicale *va faire poser aux prochains Congrès confédéraux la question du regroupement des forces ouvrières dans une centrale syndicale unique. Il a rédigé une motion que tout le monde doit connaître.*

Que chaque adhérent, que chaque militant acquis au principe de l'Unité fasse dans sa sphère, dans son syndicat, dans sa fédération, la propagande nécessaire pour la faire adopter.

Qu'aux prochains Congrès confédéraux la masse fasse entendre sa voix qui sera celle de la raison et de l'intérêt des travailleurs. Et les barrières qui se dressent en travers du chemin de l'Unité tomberont.

Ce jour-là le prolétariat aura remporté une première victoire sur lui-même. Ce sera le prélude des autres.

LXVI

Impressions de conférence

L' « *Information sociale* » *du 2 juillet a publié, en tête de son compte rendu de la Conférence d'unité du 28 juin, sous la signature de Suzanne Sailly, ces impressions d'ensemble qui méritent d'être reproduites ici :*

Dimanche soir, tandis que l'on évacuait la salle des fêtes du Grand-Orient où venait de se tenir la seconde conférence pour l'unité, l'un des assistants nous fit cette remarque :

— Vous paraissiez trouver ça très amusant...

— Plus qu'amusant !...

En effet — en dehors de toutes considérations sur l'utilité et la valeur de cette manifestation — la conférence qui venait de se dérouler avait été incontestablement vivante et intéressante.

Et il est rare qu'un observateur impartial du mouvement ouvrier, accoutumé à suivre les Congrès depuis déjà bon nombre d'années puisse, durant toute une journée, échapper à l'ennui par la seule vertu de ce qu'il entend...

Non pas que toutes les interventions aient eu de la valeur, mais c'est déjà beaucoup d'avoir pu entendre des exposés aussi remarquables que ceux de MM. Dumoulin et Digat. Le mouvement des 22 bénéficie de l'adhésion de ces deux militants au point qu'on en arrive à trouver disproportionné, en cette affaire, l'apport des cégétistes et celui des unitaires...

L'intérêt principal de cette conférence — complétant celle du 11 janvier qui s'est tenue à la Bourse du Travail — a été de montrer l'action des 22 non comme destinée à « replâtrer » coûte que coûte les tronçons dispersés de la classe ouvrière et opérer un regroupement des forces syndicalistes sur une formule capable de contenter les uns et les autres; mais comme un effort pour le redressement du syndicalisme français.

Cet effort a certainement toujours été l'objectif des 22, mais jamais encore il n'avait réussi à s'affirmer aussi nettement. Le but de la plupart des orateurs — et surtout celui de MM. Dumoulin et Digat — fut, en effet, de faire comprendre à quel point le mouvement ouvrier avait besoin de clarté. Actuellement, à droite comme à gauche, on s'empêtre dans la confusion et l'équivoque, au point que le syndicalisme français devient une ombre errante et informe. Pour lui restituer sa véritable figure, conforme non seulement aux besoins et aux faits de l'époque présente, mais encore au tempérament ouvrier français, pour lui permettre de reprendre conscience de lui-même, il faut écarter les fantômes qui le dissimulent aux yeux du peuple. Or, le peuple a besoin de formules simples et claires. En 1906, il comprenait : l'utilité pratique et l'idéologie du syndicalisme étaient sensibles à son esprit et à son cœur. Actuellement, il ne comprend plus; il se décourage ou s'irrite...

Ayant fait cette constatation, les 22 et leurs disciples se sont mis à la recherche de la simplicité et de la clarté — entreprise pénible à une époque où tout est si compliqué, et qui demande un certain courage.

Prenons donc le parti d'observer cet effort sous un angle également simple et clair, en écartant de notre esprit toutes les interprétations qui pourraient ne pas être à l'honneur des 22 et montrer leur tentative comme telle ou telle ténébreuse manœuvre. Cette attitude n'implique aucune adhésion de notre part à l'effort des 22, ni aucune concession à l'objectivité qui est notre règle. Elle a simplement pour objet de réagir contre une constatation, pessimiste mais malheureusement juste, faite par M. Dumoulin, au cours de sa principale intervention : « *On ne croit plus au désintéressement... Nous vivons dans une époque sale... On n'y croit plus; on ne peut plus y croire...* »

Pour notre part, nous préférons risquer de nous tromper que de chercher un décevant refuge dans la méfiance et l'aigreur. Ne soyons pas chagrins...

« ... Dépasse en ignominie »

Dans l'*Humanité* du 21 juin, Jean Drécot écrit à propos de mon morceau du dernier « Carnet » sur l'affaire des rapports policiers du Nord :

« *Le dernier papier de Monatte dépasse en ignominie tout ce qu'ont pu imaginer les chiens les plus ardents de la meute social-fasciste.* »

Je n'ai pas eu à me mettre en frais d'imagination. Il m'a suffi tout simplement de mettre le nez du sieur Monmousseau dans sa propre ignominie.

Il n'en a pas fallu davantage pour lui couper le sifflet. — P. M.

Lettre des Pays Scandinaves

Stockholm, le 22 juin.

La crise économique qui, bien qu'ayant commencé à se faire sentir en Scandinavie plus tard que dans les autres pays d'Europe et d'Amérique, sévit actuellement dans les pays du Nord avec une acuité qui s'est encore accrue en ces dernières semaines, est accompagnée de conflits sociaux d'une exceptionnelle gravité.

En Suède, les grèves que les ouvriers doivent déclancher pour défendre leur niveau de vie menacé par l'offensive patronale, ne cessent de se succéder depuis le début de l'année.

Au Danemark, un lock-out général n'a pu être évité qu'au dernier moment, grâce à la fermeté et à la résolution des syndicats ouvriers qui obligèrent les patrons à renoncer à l'offensive qu'ils projetaient dans tout le pays, parallèlement à l'offensive des patrons norvégiens contre les salaires.

En Norvège, un lock-out monstre, décrété par le patronat, après des semaines d'infructueuses négociation pour amener les syndicats à accepter une diminution sensible des salaires, dure depuis le 8 avril dernier et atteignait, au début de juin, 83.000 ouvriers. On aura une idée de l'ampleur de ce conflit quand on saura que ce chiffre représente plus de la moitié du prolétariat industriel norvégien.

Les fusillades d'Aadalen

Mais l'événement le plus saillant et, en même temps, le plus tragique de ces derniers mois de luttes acharnées en Scandinavie, c'est, à coup sûr, les fusillades d'Aadalen qui, dans le Norland, pays du Nord de la Suède, coûtèrent la vie à cinq personnes.

Voici, tel que l'ont exposé les dépêches, le récit des fusillades : La 40e section de Hunde, de la Fédération suédoise des Transports, avait organisé le jeudi 14 mai un meeting de protestation contre les mesures prises par les autorités militaires à l'occasion de la grève d'Aadalen. Un certain nombre de grévistes ayant le 13 mai passablement malmené les jaunes, la troupe avait fait usage de bombes à gaz contre les manifestants, dont plusieurs avaient eu leurs vêtements endommagés.

Deux grévistes qui avaient eu particulièrement à souffrir des bombes au cours de ces incidents, montèrent le lendemain sur une tribune dressée en plein air, où ils furent accueillis par les bravos des manifestants. Après que deux orateurs eurent pris la parole, les manifestants se rendirent, en chantant, à Hunde où les jaunes, sur l'ordre des autorités, avaient été transportés.

Les Comités syndicaux de plusieurs localités du district s'étaient ensuite réunis à la Maison du peuple. Il y avait là 135 délégués représentant 45 sections syndicales. Le cortège qui s'était formé après le meeting de protestation comprenait 6 à 7.000 manifestants. Quand ceux-ci arrivèrent à une distance d'environ 100 mètres de la zone interdite dans laquelle les jaunes s'étaient réfugiés, la troupe ouvrit le feu sur le cortège, tuant cinq personnes et en blessant cinq autres. Prise de panique, la foule se jeta en tous sens. Parmi les morts, se trouvait une jeune fille de 20 ans, Eira Loderberg, qui ne participait pas à la manifestation et qui se trouvait par hasard sur la route. Les autres tués sont Oscar Berggren, 27 ans, marié, père d'un enfant, Erik Bergotrom, 30 ans, marié, père d'un enfant, Evert Nygren, 20 ans, célibataire, et Ture Abrahamssen, 22 ans, célibataire.

Les autorités militaires et civiles ont essayé d'accréditer que les manifestants avaient tiré plusieurs coups de feu sur la troupe. Or, pas un manifestant n'était armé; il y eut seulement quelques pierres de lancées. Sur un des morts, on ne releva pas moins de trente blessures, ce qui laisse supposer que la troupe s'est servie de fusils-mitrailleurs pour tirer sur la foule.

Ce meurtre commis par la troupe envoyée dans cette localité pour « protéger la liberté du travail » des jaunes qui travaillaient dans une fabrique dont le personnel était en grève, causa dans tous les pays scandinaves une émotion intense et provoqua en Suède un mouvement de révolte et de protestation tel qu'on n'en avait pas vu depuis longtemps.

Le fait que la troupe ait pu ouvrir le feu sur un cortège de 7.000 manifestants désarmés venus là pour protester contre la présence de briseurs de grève, parut tout d'abord impossible. Il fallut malheureusement se rendre à l'évidence.

Effrayés par ce crime, vraiment inouï dans un pays qui passait jusqu'ici comme un des plus démocratiques des pays du Nord, les pouvoirs publics s'empressèrent d'évacuer les jaunes d'Aadalen. La population, hors d'elle-même, n'aurait pas toléré plus longtemps, même au prix de nouveaux sacrifices, la présence de ceux qui, par leur attitude anti-ouvrière, avaient causé la mort de cinq travailleurs.

Mais le retrait des briseurs de grève et des troupes, de même que la désignation d'une commission d'enquête chargée de déterminer les responsabilités, n'atténuèrent pas le sursaut de révolte des ouvriers scandinaves. Des meetings de protestation eurent lieu dans toute la Scandinavie. A Stockholm, les manifestations atteignirent une rare violence, les manifestants se battirent avec la police qui cherchait à les disperser. Il y eut 50 blessés et de multiples arrestations.

A Oslo, des milliers de lock-outés, hommes et femmes, prirent part à la manifestation organisée par le Parti ouvrier et les syndicats pour protester contre la tuerie d'Aadalen et affirmer leur solidarité avec les travailleurs suédois.

En Suède, le jour des obsèques, le 21 mai, alors qu'à Aadalen 25.000 travailleurs accompagnaient les victimes à leur dernière demeure, sur ordre de la C. G. T. suédoise et des organisations politiques ouvrières, le travail fut suspendu dans les usines pendant cinq minutes, et à Stockholm, de même qu'à Göteborg, tramways et autobus arrêtèrent tout trafic de midi à midi cinq, suscitant ainsi dans les rues de ces grand centres un silence émouvant.

Le lock-out de Norvège

Ces fusillades, dont la classe ouvrière suédoise n'oubliera pas de sitôt le souvenir, éveillèrent un écho profond dans le cœur de la classe ouvrière norvégienne, elle-même aux prises avec un conflit d'une sombre gravité.

Jetée à la rue par un patronat implacable qui a cru l'heure venue d'imposer aux ouvriers norvégiens des salaires de famine, la classe ouvrière norvégienne lutte, depuis plus de deux mois, avec une énergie exemplaire, contre l'organisation patronale qui, avec l'appui des pouvoirs publics, s'est préparée de longue date à soutenir ce conflit.

Commencé le 8 avril, le lock-out continue encore au moment où nous écrivons ces lignes.

La classe ouvrière, groupée derrière ses organisations syndicales qui, dans ce pays de 2.900.000 ha-

bitants, représentent une force considérable, fait front avec une admirable vaillance à l'offensive du patronat qui, sous prétexte d'être « apte à défendre ses débouchés contre la concurrence étrangère », voudrait imposer une diminution de salaires de 12 à 15 % et dans certains cas même de 40 %.

83.000 ouvriers, appartenant à 40 branches d'industrie, sont aujourd'hui lockoutés.

En vertu de l'arbitrage obligatoire qui fonctionne en Norvège, plusieurs tentatives ont été faites par le médiateur officiel pour mettre fin (au détriment des ouvriers) à cet immense conflit, mais toutes se sont avérées vaines.

Deux mois de lutte n'ont pas entamé la résistance des ouvriers norvégiens qui, malgré les privations et les provocations patronales et gouvernementales, ont repoussé, le 11 juin, à une écrasante majorité, une proposition du médiateur officiel qui aurait eu pour effet de réduire les salaires de 7 à 10 %.

Il est caractéristique, pour l'état d'esprit qui anime la classe ouvrière, qu'au bout de deux mois de grève, seuls 7 % des ouvriers ont voté pour l'acceptation de la proposition du médiateur. Si on ajoute à cela que 10 % seulement des grévistes n'ont pas pris part au référendum, on aura une idée de la majorité qui s'est prononcée contre cette proposition qui, d'ailleurs, a été également repoussée par la Chambre syndicale patronale comme insuffisante.

La « guerre de la faim » continue. Elle a même pris, au début du mois, une tournure singulièrement grave dans les entreprises de la *Norsk Hydro*, Société de produits azotés, qui passe pour une des plus puissantes d'Europe et qui est connue en France sous le nom de *Norvégienne de l'Azote*.

Cette Société, liée à la Farbenindustrie et financée dans une large mesure par la Banque de Paris et des Pays-Bas, a profité du lock-out pour jeter son personnel à la rue, mais, afin d'écouler les immenses stocks de sa surproduction, elle a embauché un certain nombre de jaunes qui, aux docks que la Société possède à Menstad, procèdent au chargement des bateaux.

Cette provocation n'est pas demeurée sans réplique. Dans les premiers jours de juin, les ouvriers de Porsgrunn et de Skien se rendirent à Menstad, débordèrent la police, envahirent les docks et obtinrent des jaunes plus morts que vifs la promesse qu'ils ne continueraient pas leur triste besogne.

Il va de soi que cette manifestation n'avait pas été sans quelques « bousculades » de part et d'autre. Cette manifestation ayant été suivie d'une autre, où la police avait fait usage de ses matraques, toute la presse bourgeoise norvégienne exigea des représailles et mit le gouvernement en demeure de « protéger la liberté du travail » et de « faire régner l'ordre ».

Le gouvernement agrarien ne resta pas sourd à l'appel de la puissante Norsk Hydro et de la presse stipendiée. Le lendemain, il faisait arrêter Berby, président du syndicat de Porsgrunn, au moment où celui-ci se rendait à une conférence qu'il devait avoir avec les jaunes de Menstad pour les amener à quitter le travail, et le faisait transporter en grand secret à la prison d'Oslo.

Cette nouvelle provocation déchaîna la colère des ouvriers de la région, qui organisèrent une manifestation qui prit le chemin des docks de Menstad. Mais, en cours de route, elle se heurta à des renforts de police qui attaquèrent les manifestants. Les ouvriers se défendirent avec énergie et plusieurs policiers furent gravement malmenés.

Le lendemain, l'actuel ministre de la Guerre, Quisling, accusé publiquement dans la presse ouvrière norvégienne, de s'être servi de ses fonctions d'attaché à la Légation de Norvège à Moscou, pour se livrer à l'espionnage militaire en U. R. S. S., pour le compte de l'Angleterre, d'autre part, formellement accusé par le député Scheflo, ancien leader du Parti communiste norvégien, aujourd'hui membre du Parti ouvrier, de lui avoir offert ses services pour espionner l'Etat-Major au profit du Parti communiste, dirigea sur Menstad quatre canonnières et des troupes de la Garde royale.

Cependant, devant le mouvement de protestation que déchaîna dans tout le pays cette série de provocations, le gouvernement dût remettre Berby en liberté, l'obligeant toutefois à rester à Oslo pour se tenir à la disposition de la justice.

Le travail des jaunes, qui avait complètement cessé à Menstad, au cours de ces événements, a été partiellement repris. Abrités derrière les mitrailleuses des troupes de la Garde royale, les quelques jaunes qui restent peuvent continuer leur vile besogne. L' « ordre » est assuré, la « liberté du travail » est protégée. Les intérêts du capital sont bien protégés!

Après l'échec de la proposition du médiateur officiel, des pourparlers directs ont été repris entre les syndicats et les patrons. On apprend aujourd'hui qu'ils viennent d'échouer devant les exigences patronales de brutale diminution des salaires.

Le conflit continue. Avec l'esprit de lutte qui anime les ouvriers norvégiens, il peut encore se prolonger.

La classe ouvrière norvégienne, soutenue par la solidarité des travailleurs scandinaves et la solidarité internationale, ne se livrera pas à la merci d'un patronat de combat qui, à la faveur des circonstances, croit pouvoir ramener les ouvriers norvégiens à un niveau de vie indigne de ce prolétariat cultivé et supérieurement organisé.

L. BJERGOON.

A travers les Livres

Ernst Glaeser : La Paix. (Rieder.)

Novembre 1918, quelque part dans une ville de l'Allemagne du Sud.

Le héros de *Classe 22* assiste à l'agonie de la guerre et attend que se lève la Révolution prolétarienne.

Tout de suite, il pressent que les soldats ne quittent point le front pour venir combattre dans les rues. Ils se sont battus pour avoir la Paix; la paix est là; que demander de plus? Le combattant a déposé son casque, sa capote et ses bottes; il a retrouvé son lit avec ses bons ressorts, sa petite femme avec sa chair douce; le ravitaillement marche mieux; les tuiles sur le toit, le tuyau de l'évier, les roulements du vélo sont à réparer et la cave a besoin d'un bon nettoyage... Alors, au diable la politique!

Adalbert König, étudiant, ne comprend point ces sages. Il lit le *Capital*, admire la Révolution russe et embête dur les pacifiques canailles de la social-démocratie au Conseil des ouvriers et soldats.

Appuyé sur un groupe de matelots rouges, longtemps il est le maître de la ville. Mais un jour, la prudente social-démocratie des « marchands et des mercantis » reçoit renfort des officiers de l'Empire. Les Spartakistes sont écrasés après de longs combats de rues: König, prisonnier, est couvert de crachats avant de périr misérablement assassiné.

Et voilà que la Révolution a glissé comme un rêve. Le narrateur du récit est désemparé. Il recherche, comme guide, Max Frey, jeune compagnon de König, dans l'aventure spartakiste; il le retrouve en train de dépenser misérablement sa jeunesse en pratiquant au nom de la Révolution esthétique une frénétique débauche de paradoxes et de prouesses sexuelles.

« C'est nous, la vraie Révolution, car nous nous moquons des coutumes. Nous n'avons pas besoin de fusils,

suivant de son correspondant de Londres. Les plus expresses réserves dont il le faisait suivre sont apparues inutiles par la suite; Prieto avait bien tenu un pareil langage.

Le *Daily Telegraph* publie, de son correspondant de Genève, la dépêche suivante :

La plus intéressante nouvelle parvenue à la Société des Nations, juste à la clôture de la commission des mandats, a été l'annonce faite par M. Prieto, ministre des finances espagnol, à savoir que l'Espagne était désireuse de remettre les territoires qu'elle occupe au Maroc à la Société des Nations. *Elle les considère non seulement comme inutiles, mais aussi trop dispendieux, et que les millions dépensés au Maroc pourraient être employés plus utilement en Espagne même. L'Espagne, d'après la nouvelle, serait prête à céder le Maroc et à demander aux nations européennes d'en assurer le protectorat.*

D'autre part, le *Morning Post* publie une information datée de Madrid suivant laquelle le ministre, M. Prieto, aurait dit, au cours d'une réunion à Bilbao, que l'Espagne était décidée à remettre à la commission des mandats de la Société des Nations les territoires qu'elle occupe au Maroc et qu'elle demanderait aux puissances européennes d'assumer le protectorat.

Le ministre a ajouté que le Maroc n'était pas de grande utilité pour l'Espagne et que les millions dépensés annuellement pour le Maroc étaient une trop lourde charge pour le budget espagnol.

Pour terminer, M. Prieto a dit qu'il se proposait d'utiliser les millions ainsi économisés au développement de l'enseignement primaire en Espagne.

[Cette information ne doit être accueillie qu'avec les plus expresses réserves. On ne possède, à cette heure, aucune confirmation de source espagnole autorisée de la nouvelle que le gouvernement de Madrid, qui est un gouvernement provisoire ne pouvant guère décider un abandon de territoire, ait l'intention de renoncer à la mission dont l'Espagne a accepté la charge dans le nord du Maroc, et qui ne constitue pas un mandat lui ayant été attribué par la Société des nations.]

*
**

L'American Federation contre les réductions de salaires

A la faveur de la crise, le patronat américain entend s'attaquer aux salaires. Il n'y a là rien d'étonnant. Ce qui l'est, c'est l'appel de l'American Federation of Labor enjoignant aux ouvriers de repousser cette attaque. Nous empruntons cet appel à une circulaire de la F.S.I.

En 1929, quand se manifestèrent les premiers signes d'une crise générale lors du grand krach boursier, eut lieu, à l'initiative du président Hoover, une entrevue de dirigeants ouvriers et de grands industriels. On y admit que pour maintenir en état la capacité d'achat de la population, il fallait prévenir par tous les moyens la réduction des salaires.

Une vingtaine de représentants de la grande industrie américaine s'engagèrent personnellement à ne pas prendre l'initiative d'une action visant la diminution des salaires. Il semblait donc que la Fédération américaine du Travail qui, depuis l'accès de compression des salaires qui s'empara du patronat américain au lendemain de la guerre, a pu, toutes ces années, annoncer l'élévation progressive des salaires, n'aurait pas dû jeter un cri d'alarme pour leur défense. Tout au long de 1930 on put constater, bien qu'évidemment des exceptions se soient produites, une tendance marquée au maintien des salaires et, par conséquent, un certain endiguement de la crise.

Toutefois, au cours de l'hiver 1930-31, on vit le niveau des salaires lentement baisser, et les choses se sont si bien précipitées en ces derniers mois qu'on peut librement accuser de parjure les patrons qui, en 1929, avaient engagé leur parole.

L'Exécutif de l'A. F. of L. se réunissait récemment à Washington; sa session coïncidait à la fois avec une grande grève du personnel de l' « Empire Steel Corporation », de Mansfield, et avec le préavis de graves diminutions des salaires dans les grandes firmes « Good Year » et « Good Rich », fabriquant le pneu; l'Exécutif saisit l'occasion pour élever d'énergiques protestations contre la campagne générale de diminution des salaires.

Dans ce document manifeste, débutant par un tableau passablement sombre de la situation présente et des perspectives immédiates d'avenir, on déclare notamment :

« *L'Exécutif s'est notamment préoccupé du problème du chômage et de la tentative émanant de certains milieux bancaires et patronaux en vue d'une tentative de réduction générale des salaires. La situation est fort grave, incontestablement. Le chômage continue de croître. On se ressent de plus en plus des effets de ce chômage qui grandit depuis deux ans. La misère règne partout et le trouble social s'étend. Tout semble indiquer que nous marchons à la rencontre d'un troisième hiver de profond chômage.*

« *L'Exécutif de l'A. F. of L. estime qu'une politique d'abaissement des salaires contribuerait à la perpétuation du chaos sur le marché du travail. La campagne inaugurée par certaines banques et firmes représente la transgression ouverte de l'accord pris par la conférence avec le président Hoover. L'Exécutif déclare que cette initiative ne peut se justifier ni économiquement ni moralement. Tout le monde sait que le rétablissement du pouvoir d'achat et le maintien des standards américains sont les objectifs capitaux. Il semble que les employeurs n'envisagent la situation que sous l'angle de la production accrue à l'excès. Jusqu'à présent ils ne nous ont pas encore dit comment ils escomptent se défaire de leurs produits quand ils affaiblissent le pouvoir d'achat de millions de gens. Le pays a besoin d'un élargissement de la capacité d'achat et non point de la capacité de production. L'Exécutif estime que la gravité de la situation exige une attitude énergique et des actes vigoureux.*

Comme d'habitude les travailleurs doivent sauver la situation et prévenir de nouvelles injustices.

Pour ce motif l'Exécutif convie les travailleurs organisés et inorganisés à s'opposer aux réductions de salaires. Ils doivent repousser avec détermination toutes les attaques dirigées contre les salaires et contre le niveau d'existence. L'Exécutif de l'A. F. of L. donne ce conseil dans la ferme persuasion que de la réduction des salaires à la chronicité du chômage, il n'y a qu'un pas. »

*
**

La Confédération des Paysans-Travailleurs traverse une crise grave

Il est écrit que le parti communiste démolira toutes les organisations qu'il voudra diriger. C'est le tour aujourd'hui de la Confédération générale des Paysans-Travailleurs.

La *Voix Paysanne* du 16 mai a publié deux résolutions caractéristiques. Par la première, Desnots, pur à 100 %, prend le secrétariat de la C. G. P. T., tandis que Renaud Jean en conservera la présidence à titre de plus en plus honorifique. Par la seconde résolution, Castel, administrateur-délégué de l'Union des Paysans-Travailleurs, organisation coopérative, est exécuté pour malhonnêteté financière.

Castel fut jadis secrétaire de la Fédération unitaire de l'Agriculture et un ortho fanatique. En 1925, il répondait à notre première enquête sur l'Unité syndicale qu'il n'avait « pas de temps à perdre pour répondre à des gens qui font une besogne contre-révolutionnaire ». Nous ne sommes pas surpris de le retrouver au tournant. Encore un que le parti communiste a fanatisé d'abord, pourri ensuite!

Voici d'abord la résolution du secrétariat de la C. G. P. T. :

Le Secrétariat de la C.G.P.T. a examiné la situation difficile où se trouvent présentement et la C.G.P.T. et la « Voix Paysanne », situation telle que notre journal risquerait de ne pouvoir atteindre le mois de juin si des mesures énergiques n'intervenaient immédiatement.

En conséquence, les décisions suivantes ont été prises et sont entrées aussitôt en application:

a) La parution du Bulletin mensuel de la C.G.P.T. est provisoirement suspendue.

b) Les camarades Renaud Jean et Martel, tout en conservant leur fonction de Président et de Secrétaire général de la C.G.P.T., ne les exerceront pas à titre permanent.

Le camarade Desnots, nommé administrateur-délégué de l'U.P.T., est coopté au secrétariat de la G.G.P.T., dont il devra assurer la permanence.

d) Le Secrétariat de la C.G.P. T. fait, en outre, un pressant appel aux Syndicats et Comités de Paysans-Travailleurs qui ne l'auraient pas encore fait pour se mettre à jour de leur trésorerie et envoyer sans délai à la C.G.T.P. la part qui lui revient.

Ces compressions permettront de doubler le cap du 31 mai. Elles risqueraient de demeurer insuffisantes pour franchir la période d'été.

Il est donc nécessaire de les compléter, à tous les échelons de notre organisation :

e) En intensifiant, parmi tous les paysans-travailleurs, la propagande, l'organisation et le recrutement d'adhérents nouveaux à la C.G.T.P., d'une part, d'abonnés nouveaux à la « Voix Paysanne », d'autre part.

f) En ouvrant dès maintenant une souscription qui, non seulement doit procurer à la C.G.P.T. et à son journal les ressources nécessaires au cours de l'été, mais encore de continuer leur tâche indispensable et d'aborder la campagne 1931-1932 avec l'ensemble des moyens matériels qui assureront le succès des actions déjà engagées parmi les paysans-travailleurs, métayers et fermiers.

Le Secrétariat de la C.G.P.T. se tourne également vers les organisations ouvrières; il leur rappelle l'impérieuse nécessité de réaliser effectivement l'alliance du prolétariat et des paysans; il leur demande d'aider par tous les moyens au succès de la souscription et à la diffusion de la « Voix Paysanne ».

En attirant l'attention des paysans-travailleurs sur la gravité de la situation, en leur faisant connaître les mesures radicales qui ont dû être prises, le Secrétariat de la C.G.P.T. est convaincu que son appel sera entendu et compris, et que l'aide active de tous nos camarades se manifestera immédiatement. Il affirme à nouveau sa confiance en la vitalité du mouvement des paysans-travailleurs et de leur organisation de lutte.

Vive le front unique des paysans travailleurs! Vivent la C.G.P.T. et la « Voix Paysanne »!

Voici maintenant la résolution du Conseil d'administration de l'Union des Paysans-Travailleurs relative à la « mauvaise et coquine administration de Castel » :

Le Conseil d'Administration de l'U.P.T., réuni le 10 mai, au siège social, après une étude approfondie du minutieux travail de vérification d'écritures auquel quelques camarades de l'organisation se consacrent depuis plusieurs semaines, approuve les conclusions de ce travail, qui font apparaître une diminution injustifiée du capital et mettent en évidence la mauvaise et coquine administration de Castel. Il enregistre en outre la disparition de cet administrateur indélicat. Une telle disparition en de telles circonstances équivaut à une fuite et constitue un aveu.

Ce travail de vérification et la discussion générale à laquelle il a donné lieu, ont permis de se rendre compte très nettement que l'U.P.T., organisation coopérative des Paysans-Travailleurs, constitue, en dépit des passagères difficultés que lui crée la fuite de Castel, une entreprise viable et intéressante qu'il est possible et nécessaire de continuer.

Une administration et une direction commerciale ordinaires, mais honnêtes, contrôlables et collectives, en sont la condition indispensable. En conséquence, le Conseil prend les mesures suivantes immédiates que comportent tant la sanction à l'égard de l'administrateur défaillant que la continuité dans notre travail coopératif.

1° Le camarade Desnots est désigné pour remplir, en remplacement de Castel, les fonctions d'Administrateur-délégué de l'U.P.T.

2° Afin de réaliser une gestion et une direction plus effectives et collectives, le camarade Renaud Jean a été désigné comme membre du Conseil d'administration, et un militant de la Coopération ouvrière, Jégou, devient commissaire aux comptes avec Martel, déjà commissaire aux comptes, et Boisseau, déjà membre du Conseil d'administration; il est ainsi constitué un noyau d'administrateurs auxquels la proximité de leur résidence permettra une participation régulière et soutenue à la direction de l'U.P.T. Jégou et Martel seront en outre priés de prendre part aux délibérations du Conseil.

3° L'Assemblée générale des actionnaires est convoquée pour le dimanche 14 juin, à 14 heures, au 86, rue Richelieu, avec, à l'ordre du jour : compte rendu financier; ratification des décisions prises par le Conseil; étude des mesures à prendre pour assurer la bonne marche de la Coopérative.

4° Une lettre aux actionnaires a été rédigée, qui leur parviendra incessamment.

5° Enfin des poursuites vont être engagées contre le saboteur de notre organisation.

***

Ces mesures ne donneront leur plein effet que si elles coïncident avec l'effort de tous. Le Conseil compte sur tous les paysans-travailleurs organisés ou isolés pour ne pas négliger l'U.P.T., mais la considérer comme la meilleure organisation d'achat et de vente. Déjà son chiffre d'affaires est important; le groupement des commandes permet l'obtention de prix meilleurs. Que serait-ce si chacun de nous faisait sérieusement son devoir de coopérateur?

L'U.P.T. est une association entre nous, camarades de la terre. Elle commence à peine encore, il est vrai, mais nettement, à être aussi l'association entre nous et les travailleurs des villes. Elle a vécu, et malgré le vol dont elle a été l'objet, elle démasque le voleur et continue de vivre, avec une direction affermie et une expérience mûrie. Mais il lui faut aussi se développer.

Pour atteindre ce but, c'est l'effort de tous que le Conseil demande à tous.

Vive l'Union des Paysans-Travailleurs!

***

L'exclusion de Delarue Elle a tardé cette exclusion, mais elle a fini par venir. Delarue, l'ancien trésorier de l'Union des Syndicats de la région du Nord et le secrétaire de la Commission de contrôle de la C.G.T.U., est mis hors du parti communiste. L'*Humanité* du 21 juin a publié la note suivante sur une conférence du rayon de Douai tenue le 14 :

Dimanche dernier eut lieu, à Douai, la Conférence d'organisation du Rayon de Douai. Tout le travail qu'effectua le Rayon pendant l'année écoulée fut passé en revue et au crible de la discussion.

Toutes les tâches d'organisation furent examinées minutieusement par les délégués.

La Conférence a eu à examiner le cas Delarue, et cela après avoir pris connaissance de la résolution présentée par la cellule de Douai, dont Delarue était membre. Tous les délégués décident de se rallier à la proposition qui avait été faite à la réunion du comité de rayon élargi aux cellules du 23 février 1931, et ratifie l'exclusion de Delarue du Parti communiste.

La Conférence, tout en reconnaissant les points positifs acquis (les 100 nouvelles adhésions depuis environ trois mois), reconnaît que si l'on s'était attaché beaucoup plus au travail d'organisation, réparti les tâches qui incombent à chaque membre du Parti, on aurait obtenu de meilleurs résultats.

Tous les délégués ont été d'accord pour constater le sérieux retard que nous avons dans notre rayon par rapport à la situation politique et économique, et sont décidés de se mettre au travail pour mettre en application au Comité central les décisions du XI[e] plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

***

Où l'on retrouve le fameux Salvator Nul ne savait d'où venait ce personnage, ni quel métier il exerçait, lorsqu'il sévissait dans les Jeunesses syndicalistes, immédiatement après-guerre. Puis il avait disparu du mouvement. Voilà qu'on le retrouve, sous le nom de M. Schiff, secrétaire général d'une banque, et témoin

devant la Commission d'enquête de l'affaire Oustric. Taillons, dans le procès-verbal de son audition (*Temps* du 17 juin), ce véritable chapitre de roman :

M. Schiff, secrétaire général, depuis un an, du Comptoir central français, qui intervint pour que des démarches fussent faites à l'appui de la demande en prestations en nature présentée par la Société des Chaussures Ehrlich, a été entendu, le 2 juin, par la commission d'enquête. La sténographie de sa déposition n'a été consignée que le samedi 13.

Le témoin élève d'abord une protestation contre la façon dont il a été convoqué : des agents sont venus quatre fois « à un domicile qui n'est pas le mien ». Il explique ensuite, à la demande du président, comment il a été amené à intervenir en faveur des Chaussures Ehrlich.

M. Schiff. — Le secrétaire général de cette société, M. Roux, est de mes amis. Il m'a raconté que l'Etat avait subitement réduit le terme des prestations en nature accordé à cette société. Celle-ci demandait cinq à six ans. Comme je connaissais le sénateur Milan, je lui ai dit qu'il me paraissait étonnant que l'Etat obligeât une grosse affaire, comme les Chaussures Ehrlich, qui demandaient des capitaux, à les rendre en un an.

D. — Comment aviez-vous connu M. Roux?

R. — Dans les milieux littéraires, car je me suis beaucoup occupé de littérature avant mon occupation actuelle.

D. — Et M. Milan?

R. — De même. Je le rencontrais chez des amis.

D. — Dans quels journaux avez-vous écrit?

R. — Dans aucun journal. Je n'ai écrit que des contes dans le *Mercure de France*, il y a longtemps. Je suis littérateur sans succès.

D. — Qu'avez-vous fait comme littérateur?

R. — Une pièce qui a été jouée et les contes dont je viens de parler.

D. — Comment se fait-il que vous vous soyez intéressé tout à coup à une affaire de chaussures d'une façon assez précise pour donner à M. Milan une note détaillée dont il s'est servi pour porter une réclamation au ministre des Finances?

R. — J'ai demandé la lettre à M. Roux.

D. — Il y a des erreurs dans votre note.

R. — Adressez-vous à M. Roux. Je ne me rappelle plus si c'est une note écrite qu'il m'a remise ou si je l'ai écrite moi-même d'après ce qu'il me disait. Dans ce cas, j'ai pu mal comprendre.

....

M. Schiff s'explique ensuite sur son rôle comme secrétaire général du Comptoir central français.

Le président. — Vous n'aviez pas de connaissances bancaires?

R. — Cela me permettait d'écrire. Mon rôle se bornait à recevoir des gens que ne voulait pas recevoir le directeur, à écouter leurs rapports. Le directeur était ainsi tranquille.

D. — Vous réduisez beaucoup le rôle du secrétaire général d'une banque. Ce poste vous paraissait donc plutôt devoir vous servir à faire des études de mœurs?

R. — Il n'y a pas qu'à la banque où l'on peut en faire.

D. — Mais lorsqu'on est secrétaire général appointé d'une banque, on l'est pour faire marcher la banque beaucoup plus que pour faire des études de mœurs.

R. — Je rendais des services à l'administrateur délégué et au directeur. Je recevais les gens qui les importunaient et cela leur faisait gagner du temps.

Le témoin est alors interrogé sur ses antécédents.

D. — Comment avez-vous connu M. Roux et M. Milan? Vous nous avez dit dans les milieux littéraires que vous fréquentiez.

R. — Etant donné la façon dont j'ai été convoqué, je ne veux pas citer de noms, parce que je ne veux pas que des gens soient aussi embêtés que je l'ai été. Trois fois des agents sont venus dans une maison où je n'habite pas et où je vais pour des raisons sentimentales, et une fois ce matin. C'est inconcevable. Je ne veux pas que cela arrive à d'autres de mes amis.

M. Vallat. — On vous convoque où l'on vous trouve.

R. — C'est à vous de savoir où j'habite.

M. Vallat. — C'est M. Ehrlich qui nous a donné cette adresse. Il devait la connaître.

Le président. — Nous avons le respect le plus absolu des témoins. Je vous demande comment vous avez connu M. Milan.

R. — Je ne vous le dirai pas.

D. — Vous n'avez pas fréquenté que des milieux littéraires; vous avez longtemps fréquenté des milieux libertaires et anarchistes.

R. — Quels rapports cela a-t-il avec l'affaire Oustric?

D. — Des rapports importants.

R. — Vous allez remonter à ma jeunesse.

D. — Vous êtes bien né en 1891?

R. — Oui.

D. — Avez-vous jadis été successivement diamantaire, plombier, électricien?

R. — Quel rapport cela a-t-il avec l'affaire Oustric?

D. — Vous étiez, en avril 1918, secrétaire du comité d'entente des Jeunesses syndicalistes, et vous assistiez, en novembre 1926, au Congrès national anarchiste.

R. — Je ne vous répondrai pas. Agissez selon votre droit, j'agirai selon le mien.

D. — Avez-vous assisté aux réunions du Parti communiste et, notamment, au Congrès national anarchiste sous le pseudonyme de Salvador?

R. — Vous êtes bien renseigné; c'est mon nom.

D. — Avez-vous collaboré aux journaux libertaires?

R. — Si vous y trouvez un article de moi, je vous donnerai beaucoup d'argent pour les pauvres.

D. — Avez-vous collaboré aux mouvements anarchistes et, par exemple, au meeting de janvier 1927 en faveur des anarchistes espagnols Durutti, Ascaso, Jover?

R. — C'est complètement ridicule ce que vous me demandez.

D. — Non, il est important pour la Commission d'enquête de savoir si, comme il semble, vous avez milité longuement, pendant plusieurs années, dans des milieux anarchistes.

R. — Pourquoi?

D. — Parce qu'il est intéressant de savoir quelle est la valeur, à tous points de vue, de l'intermédiaire qui s'est opposé entre M. Milan et M. Roux.

R. — Supposez que j'ai été voleur, inceste et assassin, en quoi cela change-t-il la démarche que j'ai faite? Il s'agit de savoir si cette démarche m'a profité.

M. Mandel. — Alors, lorsque vous avez fait cette démarche, pensiez-vous qu'elle vous rapporterait quelque chose?

R. — Pas du tout.

D. — Cette démarche était donc désintéressée?

R. — C'est une chose qui vous étonne à la Commission d'enquête qu'on puisse faire une démarche amicale?

Le président. — Vous n'avez reçu aucune rémunération, ni compensations, ni récompense honorifique.

R. — Non.

D. — Savez-vous si vous avez été proposé pour la Légion d'honneur?

R. — C'est une histoire ridicule. Un de mes amis avait eu le Nichan Iftikar. Comme c'est une décoration qu'on obtient assez facilement, je fis moi-même une demande. Un jour, chez ma concierge, est venu un homme de la préfecture de police qui est monté me demander pourquoi je voulais avoir la Légion d'honneur. Je me suis dit que ce serait la plus belle plaisanterie si on m'accordait la Légion d'honneur alors que je demandais le Nichan. J'ai donné à l'agent de police les renseignements qu'il me demandait; mais par la suite, comme je ne voulais pas que la plaisanterie aille trop loin, j'ai prévenu moi-même qu'on s'était trompé.

D. — Vous avez rencontré M. Milan et M. Roux lorsque vous écriviez au *Mercure*. Est-ce au *Mercure* même que vous le rencontriez? Car on peut parler de ceux qu'on fréquente à cette revue.

R. — Quand j'étais au *Mercure*, j'étais jeune. J'ai fait une pièce qui a fait pas mal de tam-tam. Je n'ai pas su en profiter. Comme cette bataille m'ennuyait et que dans le métier littéraire il faut savoir accepter des marchandages très désagréables, je n'ai pas voulu. C'est pourquoi j'ai accepté cette place de secrétaire général qui me permet d'écrire en toute indépendance, ce qui ne rapporte pas beaucoup.

D. — Comment êtes-vous entré à la banque?

R. — Par des amis.

D. — Vous n'aviez aucune compétence bancaire?

R. — Je vous ai dit mon rôle. Ce n'était pas moi qui faisais les affaires.



Le Gérant : M. CHAMBELLAND
Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° [illegible]-08

Souhaitez-vous au mouvement ouvrier une librairie indépendante?
Pensez-vous qu'un militant ou une tendance qui a quelque chose à dire puisse le faire sans être brimé par un « appareil »?

Alors notre effort vous intéresse et vous devez le soutenir, car durant nos treize années d'existence nous avons aidé, dès leur origine, les mouvements

CONTRE LA GUERRE
POUR LA REVOLUTION RUSSE
CONTRE L'ETOUFFEMENT DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE

TOUJOURS AVEC LE COURANT PROFOND DU MOUVEMENT OUVRIER

Pour que « L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SOIT L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES ».

Chaque crise justifiait notre existence, mais, en même temps, mettait notre vie en péril.
Nous avons tenu, pourtant, treize ans.
Treize ans avec ce même but : aider la classe ouvrière à se trouver, à se connaître, à préparer son avènement.
Aidez-nous. Faites connaître notre effort.
Toute notre activité passée, toute notre force présente sont dans notre stock. Aidez-nous à le répandre.

Colis de propagande "LA COMMUNE"

Irma BOYER : **Louise Michel**	12 fr.
DESCAVES : **Philémon, vieux de la vieille**	12 fr.
DOMMANGET : **Blanqui**	3 fr. 25
— **L'Instruction publique sous la Commune**	1 fr. 50
— **Varlin**	1 fr.
LENINE : **La Commune**	0 fr. 40
LISSAGARAY : **Histoire de la Commune de 1871**	30 fr.
MARX : **La guerre civile en France**	6 fr. 25
TALÈS : **La Commune de 1871**	12 fr.
TROTSKY : **La Commune**	0 fr. 50
VALLÈS : **L'insurgé**	12 fr.
LA COMMUNE DE PARIS : **Textes et documents**	1 fr. 25
Valeur	92 fr. 25

Prix spécial net franco : 70 francs
(ou en trois versements mensuels de 25 francs)

Chaque ouvrage peut être fourni séparément et aussi tous ceux non mentionnés sur cette liste, quels qu'en soient le sujet et l'éditeur.